

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / JANVIER 2020 / N°485

JE SUIS (TOUJOURS) CHARLIE ET VOUS ?



3 Édito

Une loterie à la rescousse de la démocratie. SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

Le dessous des failles de notre cerveau. Exercice de craniotomie avec le neuroscientifique Albert Moukheiber qui décortique les mécanismes cérébraux construisant pour nous une vision cohérente du monde. Et le libre arbitre là-dedans ? SANDRA EVRARD

10 Dossier

Je suis (toujours) Charlie. Et vous ?

Cinq ans après l'attentat des frères Kouachi, l'onde de choc est passée, non sans quelques séquelles pour la liberté d'expression et le droit à la sécurité. Entre autocensure et condescendance, que reste-t-il de l'esprit Charlie et des valeurs – communes à la laïcité – qu'il véhicule ?



46 Livres ensemble

46 «Il faut changer d'orientation.» Selon Dominique Bourg, écologie et philosophie constituent des créneaux privilégiés pour envisager la démocratie du futur. SANDRA EVRARD

50 Décolonisation du regard, épisode 1. La dette coloniale, un braquage ancestral. La RDC paie encore le prix fort des emprunts colossaux contractés par Léopold II. La bourse ou la vie ? CYRIL WINTJENS

54 GPA : le ventre de la discorde. Sujet complexe et clivant, la gestation pour autrui est pratiquée en Belgique dans un flou juridique. PIERRE JASSOGNE

58 International

60 Légaliser pour mieux encadrer. Le Grand-Duché change de cap : le cannabis récréatif, c'est pour bientôt. GRÉGORY LAMBRETTE

63 Les noirs desseins d'Erdoğan. Malgré la montée d'une voix laïque, l'imam d'Istanbul a la peau dure. Mais il n'est pas invincible. DJEMILA BENHABIB

67 L'État polonais au service de l'Église. Gare à celui qui offense le sentiment religieux ! La justice a vendu son âme. FRANÇOIS FINCK

70 Culture

72 Développement personnel : la vérité est en soi. Arrête de te plaindre, lis un bouquin ! Nouvel opium pour un peuple en quête de mieux-être ? JULIE LUONG

75 Le clitoris en tête d'affiche. Le « petit monstre tentaculaire » s'érige au rang de star de ciné... et de cours de récré. AMÉLIE DOGOT

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie
Éloge de la grève.
LAURENT DE SUTTER

Une loterie à la rescousse de la démocratie

Nos sociétés ont le hoquet. Alors, chacun.e y va de sa petite recette miracle pour sortir de cette crise de démocratie, qui touche certes l'ensemble du globe, mais qui s'alourdit encore de nos spécificités nationales. Parmi les solutions « Yaka », celle du tirage au sort de citoyen.ne.s invité.e.s à constituer une assemblée, peine à convaincre. Comme dirait ma collègue : le tirage au sort, avec ou sans boules, avec ou sans bol, sera-t-il une nouvelle chance pour la démocratie ? Le scepticisme est de mise.

Tout d'abord, cela présuppose que « le peuple » serait détaché de la chose politique et que cela comblerait son manque d'implication. Or, si l'on observe en effet une lassitude, de la colère ou un rejet d'une certaine élite politique, tant les mouvements sociaux, les grèves, que les multiples mobilisations de la société civile démontrent *a contrario* que les citoyen.ne.s s'estiment concerné.e.s au premier chef par le politique, mais aussi que les « corps intermédiaires » jouent leur rôle. C'est davantage l'écart entre la vision d'une certaine politique dictée par la financiarisation de l'économie et ses effets délétères, ou une représentativité quelquefois perçue comme trop éloignée des réalités de terrain, qui posent problème. Les répercussions d'ordre économique pesant proportionnellement davantage sur les classes moyennes et inférieures, que sur les fameux 1 % de nantis, qui ne contribuent pas équitablement au système.

Ce sont plutôt les dérives des rouages démocratiques qui interpellent, davantage que la démocratie représentative en tant que telle. D'ailleurs, en quoi serions-nous mieux représentés par des personnes tirées au sort pour exécuter une mission qui nécessite, selon les portefeuilles, une technicité certaine ? S'imprégner d'une problématique pour y adjoindre des solutions prend du temps ! Autre bémol : les interventions de ces assemblées citoyennes sont souvent basées sur des missions axées sur le court terme.

Or, là encore, il nous semble que ce qui manque à notre système politique démocratique, c'est une mémoire des actions entreprises et des répercussions sur l'histoire, davantage que du court-termisme. Tous les quatre ou cinq ans, de nouveaux et nouvelles élu.e.s et ministres concoctent leurs programmes, dont la succession ne garantit pas toujours la continuité de l'action. L'évolution de nos sociétés nécessite bien entendu une adaptation des textes de loi, mais évitons peut-être de réinventer la roue lorsque ce n'est pas nécessaire ou de réitérer les erreurs du passé. Parmi les pistes intéressantes à exploiter, celle d'une chambre « du long cours », qui serait en quelque sorte notre mémoire quant aux choix politiques qui exigent une continuité – songeons aux actions à adopter pour le changement climatique, par exemple – pourrait permettre d'atteindre les objectifs dont le terme dépasse celui de la cadence électoraliste. Couplé à un processus citoyen délibératif, mais permanent et non lié à des projets ponctuels, tel celui opté par la Communauté germanophone de Belgique, ces nouvelles instances pourraient alors présenter une force de proposition novatrice. 🌱

Opinion

« Les atteintes à la liberté naissent d'un déni de réalité »

En tant qu'artiste, Sam Touzani se sent concerné au premier chef par la liberté d'expression et de créativité. Mais que signifient-elles pour lui ?

« La question est simple dans son interrogation, mais complexe dans son application. C'est le projet d'une vie. On pense que la liberté d'expression et la liberté de conscience constituent des acquis. Abandonner sa religion ou ne pas en avoir : cela semble évident. Mais dans la pratique, nous sommes à une année-lumière de cela. Pourquoi ? Parce que la liberté d'expression contient une certaine fragilité. Quand on se demande ce que c'est, on pourrait répondre d'une façon simpliste : "Ben, c'est dire ce que tu veux". Pourtant, même avec des personnes qui sont de grands défenseurs des libertés, avec lesquelles je partage une philosophie de vie basée sur la libre pensée, on se rend compte qu'au quotidien, il y a des entorses à la liberté d'expression et que nous interprétons ce concept de manière opposée. Les atteintes à la liberté naissent d'un déni de réalité.

Je suis d'accord de ne pas être d'accord et je trouve qu'il n'y a pas assez de débat en Belgique. Nous devons apprendre à nous confronter. Ce qui fait mal, c'est la sacralité. Dès que l'on désacralise un tant soit peu, on relativise, on met à distance, en perspective, ce qui permet la critique et donc d'être libres, enfin. Il faut amener les gens à une citoyenneté responsable. Pour vivre ensemble, il faut que nous soyons libres ensemble, être égaux, avec comme socle commun, la citoyenneté. Et seule la laïcité favorise cela, en laissant aux religieux la possibilité de vivre leur religion sans se taper les uns sur les autres ou avec les non-croyants.

Le véritable enjeu du XXI^e siècle, c'est de rire de son propre sacré et du sacré de l'autre, sans pour autant sortir les kalachnikovs. Mais finalement, la liberté d'expression, cela s'apprend, ce n'est pas inné. Un peu de pédagogie ne fait pas de mal. Car nous sommes tous nés libres et sans Dieu. Nous sommes tous athées à la naissance. Ensuite, peu de gens font l'économie d'un Dieu, mais en définitive, on n'est plus athée, à cause de l'Autre. C'est l'adulte qui met Dieu dans la tête de l'enfant. Le contexte culturel et le collectif gèrent sa vie. La libre pensée vient après.



Je me sens profondément libre de ma créativité, mais c'est quelquefois plus difficile dans mes spectacles. Quand je conçois mon spectacle, il n'y a aucun sujet tabou. Je suis de nature un peu frontale, ce qui peut me valoir des cailloUX sur la tête. J'ai donc appris à composer pour pouvoir faire passer mes messages, parfois les plus subversifs, en y mettant la forme. Et la subversion, c'est sûrement ce qui manque le plus à nos sociétés aujourd'hui. Ce que représente très bien *Charlie Hebdo*. Le 7 janvier 2015, c'est l'outrance qui a été attaquée. J'y ai perdu des amis et l'atteinte à leur liberté, leur esprit subversif, fait que je ne peux plus les serrer dans mes bras aujourd'hui». (se)



Spectacle « Cerise sur le ghetto »
8.1 > 11.1 • Central (La Louvière)

Une pilule presque dorée

Le projet de loi a été voté le 12 mars dernier en commission de la Santé, mais c'est en ce mois de janvier 2020 que la loi entre en vigueur: en Belgique, les moyens de contraception sont désormais remboursés intégralement pour les jeunes filles jusqu'à 25 ans, et pour la pilule du lendemain, le remboursement est octroyé à toutes, quel que soit l'âge. Initiateur de cette extension, le PS «y voit une mesure essentielle pour renforcer le droit des femmes à disposer de leur corps et répondre à la précarité toujours plus importante». Pour rappel, depuis 2004, pilules, patchs, stérilets, implants, anneaux et pilules du lendemain étaient remboursés jusqu'à l'âge de 20 ans. Cinq années de remboursement supplémentaires rendent la contraception pour les jeunes filles de 21 à 25 ans plus accessible, en particulier pour les 45 000 d'entre elles qui bénéficient du revenu d'intégration. Excellente nouvelle, donc. Selon l'Atlas de la contraception qui a évalué 46 pays européens, la Belgique fait figure de très bonne élève, au même titre que la France et le Royaume-Uni, car elle dispose de programmes généraux de remboursement couvrant un large éventail de contraceptifs (y compris les réversibles à longue durée d'action) et applique une politique spécifique visant à améliorer l'accès des jeunes et des groupes vulnérables. Tout comme la Fédération laïque des centres de planning familial, on attend la gratuité de tous les moyens de contraception pour toutes les femmes, sans limite d'âge, avant de brandir la pilule d'or. (ad)

Jésus de la taïga

En 1991, un patrouilleur et peintre talentueux de 29 ans, Sergeï Anatolievitch Torop, a clamé publiquement sa renaissance sous le nom de Vissarion. Depuis, il promeut activement une «religion unifiée», vaste amalgame d'éléments issus de l'Église orthodoxe russe, du bouddhisme, de l'Apocalypse, du paganisme, du collectivisme et des valeurs écologiques. Il porte la barbe et la chevelure longues et blanches, s'exprime avec douceur devant une assemblée fervente avec tous les codes de la liturgie et de l'image populaire christique. Car nous y sommes: le leader spirituel de l'Église du Dernier Testament est convaincu d'être la réincarnation de Jésus de Nazareth. Et il n'est pas le seul à y croire, car pas moins de 4 000 disciples vivent avec lui en autosuffisance et en autarcie dans la taïga sibérienne. C'est sans doute parce que sa religion nouvelle séduit pas mal d'Allemand.e.s qu'Arte lui a récemment consacré un documentaire, après le reportage en deux parties d'une équipe de Vice en 2011. Pour la petite histoire, Vissarion se traduit par «celui qui vient de la forêt». Logique pour un fils de charpentier, non? (ad)

Marie-Jeanne et Basile au collège

Suivre un cours pour apprendre à cultiver le *cannabis sativa* L., cela semble un peu surréaliste en nos contrées prohibitionnistes. C'est pourtant une réalité au Canada, où depuis la légalisation à des fins récréatives fin 2018, le secteur manque cruellement de main d'œuvre. C'est *Acadie Nouvelle* qui le rapporte, le collège communautaire du Nouveau-Brunswick compte parmi les premiers établissements scolaires à proposer un tel cours, ce qu'il faisait d'ailleurs déjà avant la nouvelle loi, alors à des fins médicales. En vingt semaines, les étudiant.e.s à la main verte apprennent la nutrition des plantes, leur transformation et la lutte intégrée contre les nuisibles et les maladies. Par contre, hors de question pour eux de manipuler de vrais plants sur le campus, ils s'exercent sur du... basilic, les deux plantes ayant de nombreuses similitudes. Comme le chante La Parisienne libérée, «Legalize basilic (×4) Et toutes les plantes aromatiques!» (ad)

Le dessous des failles de notre cerveau

Ses vidéos sur la découverte de notre cerveau font exploser le nombre de « vues » sur YouTube. Avec sa dégaîne d'adolescent, le psychologue et docteur en neurosciences cognitives Albert Moukheiber explore notre boîte de Pandore avec un slogan : notre cerveau nous joue des tours. Il décrypte les mécanismes qui sous-tendent nos raisonnements. Et surtout nos biais cognitifs.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Les neurosciences, l'intelligence artificielle constituent-elles les nouveaux totems d'aujourd'hui ?

Chaque fois qu'une nouvelle discipline émerge, elle devient un peu un totem. Cela provoque de l'électricité pendant une période. Aujourd'hui, tout le monde s'empare des neurosciences. Je pense que c'est très dangereux, dans le sens où l'on fait promettre aux neurosciences des choses qui ne sont pas vraies : on va améliorer le management, le leadership, on va faire du neuromarketing, contrôler les gens. Il faut remettre un peu de l'ordre. Il en va de notre responsabilité de neuroscientifiques de ne pas laisser une forme de scientisme s'emparer de la discipline. Parce que, bien souvent, les personnes qui « totémisent » les neurosciences ne sont pas des neuroscientifiques ; ce sont des personnes issues de la sphère du business, qui y voient une opportunité commerciale.

Cette tentation d'aller voir dans la « boîte magique », le cerveau, a-t-elle toujours existé ?

Depuis que nous existons, nous sommes fascinés par l'esprit. C'est ainsi que nous avons créé les religions : pour essayer d'en capturer le sens. Je pense qu'il y a deux sujets qui travaillent vraiment l'homme depuis la nuit des temps. L'un des premiers récits de l'humanité, c'est celui de Gilgamesh, sur l'immortalité. Ensuite vient l'esprit, auquel les anciens textes philosophiques se sont toujours intéressés. Le siège de l'esprit, c'est le cerveau. Nous commençons à pouvoir étudier comment il fonctionne grâce à l'évolution des technologies, donc cela déclenche un peu les passions. Cela fait 250 000 à 300 000 ans que l'on attendait ce moment !

Vous affirmez que notre cerveau a une sacrée tendance à interpréter la réalité, avec des biais de raisonnement.

Comment pourrait-on faire pour que la raison prenne le dessus ? Et d'ailleurs, doit-elle le faire ?

Non, elle ne doit pas nécessairement prendre le dessus, parce qu'on travaille avec des ressources très limitées. On peut essayer d'avoir des postures correctrices ou des raisonnements plus utiles pour la vie en commun ou pour soi-même. Mais je pense que cette hiérarchisation de la raison sur l'émotion est une sorte de dérive du langage, alors que c'est la même chose.

Est-ce que ce n'est pas aussi civilisationnel ?

C'est aussi culturel, bien sûr. Mais c'est une culture qui devient dominante presque partout sur la planète. La rationalité ne fonctionne pas mieux que l'émotivité ! La rationalité, c'est une forme de fonctionnement émotionnel qui est tourné vers l'Autre. Et cela s'apprend, bien sûr : on a besoin d'introduire des cours de raisonnements critiques à l'école, dans l'éducation, etc. Pas pour dire aux gens comment penser, mais comment arriver à des désaccords sains, qui ne rendent pas le dialogue impossible. Comment parvenir à une pluralité de discours qui nourrissent le débat et la société démocratique et le socle commun que l'on est obligé de partager pour pouvoir vivre ensemble ?

Comment le cerveau façonne-t-il notre raisonnement ?

Nous traitons l'information de la réalité basée sur nos *a priori*, et notre cer-



© Bojana Tatarska

Le libre arbitre serait-il un mythe ? Le neuroscientifique Albert Moukheiber explique comment notre cerveau crée sa propre réalité.

veau fait vraiment du mieux qu'il peut pour nous donner les hypothèses les plus utiles à un moment donné. Parfois, il se trompe, mais la majorité du temps, il fonctionne très bien. Il invisibilise son action : mon cerveau fait en sorte que je ne me prenne pas la tête à sentir mon pantalon sur mon corps toute la journée, à sentir le siège sur lequel je suis assis, les bruits du ventilateur dans la pièce. Il met tout cela de côté pour que je puisse me concentrer sur ce que je dis ou fais, alors qu'il est tout le temps en train de filtrer des millions d'éléments de la réalité.

Et fabrique-t-il beaucoup de biais ?

Il fabrique aussi des biais, puisque parfois, le prix de ces sous-mécanismes, c'est de se tromper. Et quand on se trompe, cela peut avoir des conséquences plus ou moins graves. Je peux commencer à ne plus avoir

confiance en moi, je peux développer une impuissance acquise (je ressens un sentiment d'impuissance, alors que je n'agis pas). *A contrario*, je peux avoir trop confiance en moi, et tomber dans ce qu'on appelle l'illusion de connaissance. C'est-à-dire que je reçois une nouvelle information, et très vite, je pense que je la maîtrise. On voit des gens qui ont perdu des millions d'euros avec les *bitcoins*, parce qu'ils ont vu deux ou trois vidéos à ce sujet sur YouTube.

Est-on dans l'ordre de la croyance ?

Oui, et on ne peut pas en sortir ! Même les faits sont, en fin de compte, une croyance. Le cerveau humain effectue tout le temps un traitement de la croyance.

Si l'on prend l'exemple des *fake news*, opère-t-on quand même la différence d'avec l'information vérifiée, en se rapprochant davantage des faits que des opinions ?

Oui, mais les faits, en réalité, ce sont des opinions sur lesquelles tout le monde tombe d'accord.

N'y a-t-il rien de tangible ?

On n'a pas accès au monde réel, mais on a accès à beaucoup de choses qui semblent être tellement communes que l'on doit accepter qu'elles soient là. Comme l'affirme l'essayiste Philip Kindred Dick : « Le réel, c'est ce qui reste quand on n'y croit plus. » La réalité devient si commune qu'elle est indéniable. Les faits ne sont pas binaires. Par exemple, en sciences,

on ne prouve jamais rien. Le fameux $E = mc^2$ n'a pas été démontré. Beaucoup de gens ont essayé de prouver que c'était faux, ils n'ont pas réussi. Ce que l'on tient pour vrai l'est jusqu'à preuve du contraire.

La logique n'intervient-elle pas ici ?

La logique, on la retrouve dans les maths. Et même dans les maths, il y a de la triche ! On commence par des prémisses : soit A, soit B. En sciences, nous n'avons pas ce loisir, on doit commencer par le monde naturel, avec forcément une part où l'on essaie d'éliminer ce qui est faux, pas de prouver ce qui est vrai. Donc je dirais qu'il y a plus de faits qui sont faux que de faits qui sont vrais. Il est nécessaire d'effectuer un changement de paradigme, d'éliminer ce qui constitue la plus grande marge d'erreur.

Est-ce une autre technique d'appréhension du monde ?

On a besoin de se mettre d'accord sur ce qui est le moins faux, au lieu de se mettre d'accord sur ce qui est vrai. Mais il ne faut absolument pas tomber dans la fausse équivalence, l'idée que tout se vaut. Il faut de la nuance.

Les croyances religieuses font-elles partie de ces biais, telle une invention de notre cerveau ?

Les religions sont des explications alternatives du fonctionnement du monde auquel des personnes ont décidé d'adhérer. Finalement, ce sont des compétitions pour expliquer le monde naturel, des récits que l'on se

raconte, et qui sont par définition non réfutables, car on ne peut pas prouver qu'ils sont faux. Il n'y a pas de protocole expérimental pour prouver que Dieu n'existe pas, c'est un non-sens. C'est là où la laïcité joue son rôle en affirmant : « Vous avez chacun vos histoires de fonctionnement du monde. Souvent, vos histoires nient celles des autres, mais vous allez devoir vivre ensemble. Démerdez-vous ! »

Vous êtes psychologue. N'avez-vous pas peur que la société devienne un peu schizophrénique face à la déferlante de fausses vérités, plus particulièrement lorsque des États, des hommes de pouvoir auxquels nous sommes censés un peu croire, utilisent le mensonge sans tabou ?

Si, bien sûr que cela m'inquiète, il y a une perte de repères presque mécanique. On n'est pas habitués à cela, c'est nouveau. Cela a émergé d'un coup. C'est comme si en se couchant, il n'y avait pas de voitures et qu'en se réveillant, il y en avait chez tout le monde, mais sans Code de la route, sans ceinture de sécurité, sans limites de vitesse, et que tout le monde démarrait sa voiture sans savoir comment l'utiliser. Cela provoquerait beaucoup d'accidents. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons rien faire ! On doit relever le défi. Avec celui du réchauffement climatique, ils constituent les deux défis les plus importants de notre époque. Le problème est que de nombreuses personnes inventent des histoires, que chacun d'entre nous peut aller se réfugier dans celle qui l'arrange, et dire que toutes les autres sont fausses. Plus besoin alors

de fournir un effort et de tenter d'aller à l'encontre de l'Autre, ce mouton imbécile manipulé par les médias, par les politiciens, par le système, par la religion, etc., puisque moi, j'ai raison ! Le vrai danger, c'est la polarisation des opinions.

D'où l'accroissement des politiques basées sur l'identité ?

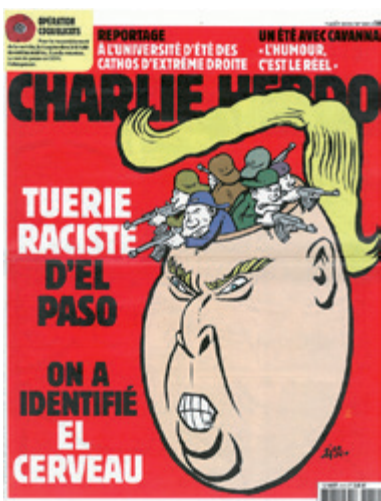
Oui, ce sont des politiques identitaires : mon opinion est érigée au rang d'identité au lieu de rester à son niveau. Et c'est mauvais, même pour des causes très nobles. J'ai créé un laboratoire où l'on étudie les freins comportementaux face à l'urgence climatique. Parfois, je rencontre des collègues qui sont identitaires sur l'écologie. Donc, si vous avez pris l'avion durant l'année écoulée, ils ne veulent pas vous parler. C'est cela, le danger : plus aucun discours possible. Aujourd'hui, au lieu de puiser notre estime de soi, par exemple, dans un récit commun, chacun peut aller la puiser dans un groupuscule et affirmer que les autres sont des bêtes. Ça gangrène !

En ce qui concerne les questions éthiques, sur lesquelles faut-il se pencher avec urgence, selon vous ?

Les enjeux éthiques des algorithmes et l'intelligence artificielle sont nombreux : nous avons besoin de transparence quant à l'utilisation des données personnelles. Il faut aussi une libération de la connaissance et de la recherche. Aujourd'hui, je dois payer pour avoir accès à mes propres articles scientifiques ! La transparence s'impose là aussi. 🍀



Albert Moukheiber, « Votre cerveau vous joue des tours », Paris, Allary, 2019, 240 p.



Je suis (toujours) Charlie. Et vous ?



C'est sans aucun doute l'événement le plus choquant de ce début de ^{xxi}e siècle en Europe. Choquant, car il touche à la liberté de la presse, à la liberté d'expression, au blasphème, à la liberté d'affirmer sans crainte sa laïcité et son esprit critique. Le 7 janvier 2015, l'attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo* faisait douze morts et onze blessés, dont une majeure partie de l'équipe du journal satirique. Et pour quelle raison ? Principalement à cause de caricatures. Ils ont été assassinés pour des dessins ! Certes, ceux-ci représentaient régulièrement les « icônes religieux » avec un humour graveleux qui ne plaisait pas à tout le monde. Avec cette sempiternelle question : peut-on rire de tout ? La réponse des islamistes qui ont appuyé sur la gâchette de leur kalachnikov ce jour-là est clairement négative et résonne depuis lors comme une mise en garde : on ne dessine pas le prophète. Et on le caricature encore moins. Parole de charia. Une onde de choc a alors parcouru l'ensemble de la planète, avec un slogan affiché sur les murs de Facebook, dans toutes les langues : « Je suis Charlie ». Aujourd'hui, cinq ans plus tard, que reste-t-il de l'esprit Charlie et des valeurs qu'il véhicule ? Melting-pot de réponses au gré des trente-deux pages de notre dossier. (se)

Des principes de la guerre

Comme il y a cinq ans, il convient pour commencer de préciser ce que signifiait, pour les marcheurs du 10 janvier et la plupart des gens qui l'affichait à leur fenêtre réelle ou virtuelle, le cri de ralliement « Je suis Charlie ».

Mathieu Bietlot
Philosophe et politologue en éducation permanente

Il ne s'agissait pas d'un ralliement au journal ou à l'esprit *Charlie Hebdo*, d'une adhésion à son humour corrosif, à ses irrévérences iconoclastes, à sa rage contre les fous de Dieu, à ses positions sans nuance ou postcolonialistes dans les débats relatifs à l'islam... Tout comme, « Je suis Paris », le 13 novembre, n'impliquait pas de cautionner la politique d'Anne Hidalgo, ni d'endosser l'histoire millénaire de la ville, ni d'aduler Eagles of Death Metal.

Un unanimisme relatif

Ces trois mots exprimaient avant tout une indignation à l'égard de ce qui s'était passé rue Nicolas-Appert et une solidarité avec les victimes de l'attaque. Pour beaucoup, ils proclamaient le droit à la liberté d'expression en général et de *Charlie Hebdo* en particulier, sans pour autant être d'accord avec ce que cet organe énonçait, selon la maxime bien connue et attribuée à Voltaire. La manifestation ne revendiquait rien, elle rappelait des principes aussi basiques et partagés : on ne tue pas pour un dessin, une blague ou une idée. C'est de même, par soutien ou

compassion à la suite du traumatisme subi par l'équipe, peut-être aussi par curiosité, que tout le monde s'est rué sur le numéro du 14 janvier 2015 et que les nouveaux abonnements ont afflué. Il ne s'agissait point de centaines de milliers de lecteurs qui avaient enfin découvert l'hebdo qui leur agréait. Cependant, souvent à leur insu, ils ont considérablement amélioré les conditions matérielles de cette expression-là qui se porte bien cinq ans plus tard, même si rien ne remplacera l'équipe décimée. *Émocratie* oblige, « Je suis Charlie » était plus un cri du cœur qu'un cri de ralliement.

De plus, nous déplorerons l'attitude des « esprits éclairés » pour qui « toute indication, même légère, de concordance ou de convergence doit être mise sous suspicion politique et philosophique »¹. En effet, dans certaines écoles à forte composition musulmane, mais également – et ce sont eux que nous visons – chez nombre d'intellectuels, de militants et d'accrocs des réseaux virtuels, se scanda le slogan « Je ne suis pas Charlie », pour des motifs politiques, géopolitiques, stratégiques, religieux, solidaires, pro-

1 Jean-Luc Nancy, « Un sens commun », dans *Lignes*, n° 48 : « Les attentats, la pensée », octobre 2015, p. 9. Et juste avant : « La manifestation de millions de gens sonnés, indignés, effrayés, révoltés, qui en général répondait plus à la stupeur et au désarroi qu'aux appels du pouvoir, a aussitôt – le jour même – été dénoncée comme opération de propagande ou bien comme unanimisme crédule. »



© Coco/Charlie Hebdo

vocateurs, complotistes, ou en raison de l'évolution de l'hebdomadaire. Non seulement cet anticonformisme de posture, qui ne cesse de se diviser pour se démarquer de tout ce qui pourrait unir, est passé à côté de ce qui se jouait à ce moment-là, mais en outre, son éloge des politiques minoritaires est peu porteur d'un avenir commun et émancipé.

Il serait trop simple de réduire aux points de vue de la bande à Choron ou à la liberté d'expression l'enjeu des attentats contre *Charlie Hebdo* et des réactions qui ont suivi. Ce n'est d'ailleurs pas vraiment la liberté d'expression, en tant que droit fondamental, qui a été remise en cause dans cette affaire. Elle relève des libertés négatives, qui protègent de

l'État, contrairement aux positives qui lui demandent d'intervenir. Celui-ci n'a ici posé aucune restriction. C'est d'ailleurs le droit à la sécurité qui n'a pas été garanti. Les attentats suivants le confirmeront. Si les membres de la rédaction de *Charlie* ont été visés au nom de ce qu'ils écrivaient et dessinaient, c'est plutôt, selon nous, au cours d'un acte de propagande par le fait, dans une stratégie de guérilla plus vaste que dans une opération contre la liberté d'expression. Néanmoins, celle-ci pourrait se trouver non pas restreinte, mais auto-réfrénée après la frilosité de certains, qui n'oseraient plus s'exprimer de peur des représailles. Ou à la condescendance d'autres, qui éviteront certains sujets et propos à dessein de ne pas critiquer les dominés car ce serait une nouvelle manifestation de la domination postcoloniale. À nos yeux, cela ne constitue pas, dans les deux cas, la juste réaction aux attentats. Cinq ans plus tard, nous en sommes pourtant probablement encore là.

La difficile coexistence des libertés

L'édito de *Charlie Hebdo* suivant la fusillade affirmait qu'il devait être désormais clair que «Je suis Charlie» signifiait aussi «Je suis laïcité». Cette assertion s'est avérée tout aussi relative que l'adhésion au journal. En revanche, la laïcité, elle, s'est trouvée vigoureusement mise en cause et en débat depuis cet événement. Il est fondamental pour nous de ne jamais cesser de nous en préoccuper et de demeurer vigilants. Aussi bien à l'égard des ingérences religieuses néfastes au vivre ensemble que vis-à-vis des détournements ou conceptions restrictives de la laïcité qui y nuisent tout autant. Il faut persister à se battre et à

agir pour une laïcité qui fonde le régime des libertés et des droits, une laïcité qui substitue la coexistence pacifique et la confrontation constructive à la guerre, aux ghettos et aux évitements. Une telle laïcité ne s'épanouit que dans une société qui assure, à travers diverses institutions et politiques, l'égalité, la solidarité et l'émancipation de toutes et tous.

Or, notre principal tourment concerne moins des valeurs attaquées qu'une guerre qui a été déclarée ou confirmée. L'État islamique en guerre contre l'Occident, et la sécurité d'État en guerre contre le terrorisme. Une guerre au nom du sacré de part et d'autre, une guerre identitaire... bientôt la guerre civile² ? Peut-être aussi une guerre de tentative de survie, une guerre panique dans la confusion d'un monde à l'agonie. Devenu invivable pour une majorité galopante d'humains. Devenu impenable et ingérable pour ceux qui s'appliquent à le gouverner sans audace ni imagination.

Oui, cinq ans plus tard, ce qu'il reste de cet ébranlement de la République et de cet élan collectif, ce sont davantage la guerre, la peur et les mesures sécuritaires qu'un attachement aux principes fondamentaux et des efforts consentis pour les concrétiser. Les réponses aux problèmes complexes qui ont explosé le 7 janvier 2015, et au-delà, se sont révélées trop timides en matière d'intégration et d'émancipation, trop musclées en ce qui concerne le contrôle et la répression, inopérantes voire délétères sur le terrain de la «déradicalisation», inexistantes au niveau d'un projet commun de société. La liberté d'expression s'est vue limitée par la puissance publique pour certains

groupes de population dont ne font pas partie les rédacteurs de *Charlie Hebdo*. Les dispositifs de l'état d'urgence ou d'alerte ont rogné les libertés d'un peu tout le monde. Pour autant, la sécurité n'a pas été assurée à cent pour cent. Les mesures protectrices ne seront jamais suffisantes. Les forces de l'ordre sont incapables d'éviter tout attentat et de garantir le risque zéro. C'est impossible dans l'absolu, c'est impossible en respectant les libertés, c'est impossible face aux tactiques des attaquants.

Ne serait-il pas plus judicieux et ambitieux alors de se demander comment des individus et des groupes peuvent en arriver là ? Affiner la compréhension, articuler les grilles de lecture (religieuses, sociologiques et géopolitiques) et leurs interactions ? Ni pour disculper complaisamment ni pour se flageller pernicieusement, mais afin de préciser les stratégies et décider les changements sociopolitiques les plus adéquats pour désamorcer l'endoctrinement et le ressentiment, pour répondre à la propagande djihadiste et au désarroi, pour rattraper les points de non-retour et réorienter des trajectoires. Cette impasse, comme d'autres, n'impose-t-elle pas la mise en place de politiques globales et adaptées aux transformations sociales et internationales, en mesure de résoudre les nombreux dysfonctionnements qui affectent la manière de faire société, d'être toutes et tous libres ensemble, solidaires et viables ? L'affirmation des valeurs forgées dans un contexte plus restreint que le monde actuel ne suffit plus. Il importe d'inventer de nouvelles modalités de leur mise en œuvre, sous peine de les voir devenir contre-productives et discréditées. 🌱

2 « Les identitaires en guerre entendent et s'entendent pour entraîner l'ensemble de la population dans leur guerre en ciblant des groupes tiers qui servent de bouc émissaire. Leur objectif commun est de pousser la société à se diviser en deux blocs. » (Christian Ferrié, « Manifeste contre la guerre identitaire », *loc. cit.*, p. 49).

Le miroir de ce qui cloche

Rédacteur en chef de «Charlie Hebdo», Gérard Biard dresse le bilan de l'après-Charlie, cinq ans après l'événement dramatique qui a décimé la rédaction et ses amis. Alors que le journal satirique souffle ses 50 bougies, côté liberté d'expression, de la presse, droit au blasphème et juste place de la laïcité, le bilan ne fait pas vraiment sourire. Mais la défense de ces valeurs sert de moteur pour nous empêcher de mettre la tête dans le sable.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

En novembre dernier, l'équipe complète de *Charlie Hebdo* a pu se présenter au complet, face au public, à Strasbourg, mais avec des mesures de sécurité écrasantes. Qu'est-ce que cela évoque pour vous ?

C'était la première fois que nous ressortions tous ensemble, et l'accueil a été très touchant, avec des gens qui étaient heureux d'être là. Ce qui signifie aussi que les thèmes évoqués – la liberté d'expression et la façon de faire un journal d'opinion aujourd'hui avec cette espèce de chape de plomb qui pèse sur les débats – les intéressaient également. Je n'aime pas l'expression de «politiquement correct», mais on observe actuellement une forme de censure, qui ne cherche pas à passer par la loi, mais plutôt par une sorte de diktat «populaire» visant à empêcher la tenue de certains débats dans les universités, la représentation de

certaines pièces... Bref, une sorte de révisionnisme de société, notamment autour des questions artistiques. C'est un climat très désagréable et qui nous inquiète. C'est une pensée essentiellement anglo-saxonne, une pensée communautariste, qui ne voit pas le monde comme un tout universel, mais comme un agrégat de communautés et d'individus, qui ont des droits qui prévalent sur les droits collectifs.

Dans un tel contexte, avez-vous encore l'impression de vivre en démocratie ?

Nous vivons sous des gouvernements démocratiques, qui parfois ont des «oublis» autoritaires. Par contre, il y a surtout une tendance antidémocratique qui n'est pas le fait d'institutions, mais d'individus. Et ceci est assez nouveau, car auparavant, la censure était le fait de l'État ou d'institutions, alors qu'aujourd'hui,

elle provient de personnes qui ne veulent pas en passer par la loi et qui refusent tout débat. Pourtant, c'est le principe de la démocratie de tout pouvoir remettre en débat, en faisant des lois qui sont, on le sait, parfaitement faillibles, mais qui peuvent être améliorées ou changées au gré de l'évolution de la société. Ces groupuscules refusant le débat, le discours est piégé dès le départ. Et c'est au nom d'idéaux que l'on ne peut que défendre – l'antiracisme, le féminisme, les droits individuels –, qu'ils exigent que l'on abandonne tout universalisme. C'est un détournement des valeurs, c'est une escroquerie sémantique, en fait. Et ce sont d'ailleurs les mêmes personnes qui vont vous dire que la laïcité est raciste et antidémocratique, alors que c'est précisément quelque chose qui permet la liberté!

Cinq ans après l'attentat auquel vous avez échappé car vous étiez à Londres, quel regard portez-vous sur ces années écoulées ?

Depuis cinq ans, on a l'impression que les choses n'ont pas vraiment changé et, pire, que cela s'est encore davantage embrouillé en ce qui concerne les questions portant sur la laïcité, la démocratie, le communautarisme, le port du voile, les religions. Après les attentats de 2015, j'ai eu l'espoir que l'on ait compris le côté éminemment politique du religieux. Et c'est le contraire qui s'est passé! La dimension spirituelle a été encore plus mise en avant, alors que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La foi est une affaire personnelle, tandis que la religion est une

organisation politique et sociale de la foi. La laïcité permet la foi, mais elle encadre le religieux. Dans la loi de 1905, il n'y a pas grand-chose qui est laissé au hasard. Donc, cela me fait rire que certains affirment qu'il faut appliquer la loi littéralement, ce qui ne plairait pas à tout le monde. Par exemple, l'article 26 interdit explicitement les réunions politiques dans les lieux de culte. Si on l'appliquait vraiment, on pourrait fermer une série de mosquées et d'églises. On oublie le contexte de la naissance de la loi de 1905, qui fut violent, dans toute la moitié du XIX^e siècle, pour séparer les cultes – car c'est ce mot qui est employé et non celui de religion – de



l'État. Aujourd'hui, les personnes qui accusent la laïcité de tous les maux ne connaissent pas du tout cette loi et le contexte qui l'a vue naître.

Comment se porte la laïcité en France, aujourd'hui ?

Elle est au cœur du débat. Nous avons un gouvernement et un chef d'État qui démontrent une grande frilosité face à cette question, car ils ont peur des emmerdements. Mais surtout, il y a une ignorance crasse de ce qu'est la laïcité. En 2017, on avait posé trois questions sur la loi de 1905 aux candidats à l'élection présidentielle et le représentant de En marche avait juste recopié la fiche Wikipédia, c'était affligeant. Il y a deux, trois personnalités au sein du parti qui connaissent mieux le sujet, mais pour le reste... Actuellement, Macron semble avoir un peu pris la mesure du problème, mais jusqu'à présent, c'était morne plaine. Dans la société, lorsqu'il y a des sujets tels que celui sur le burkini ou les femmes voilées, ils sont instrumentalisés par le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France). Sinon, personne n'en parlerait, car on voit bien que c'est l'un des sujets de tension majeure. C'est d'autant plus ennuyeux que cela touche une partie des citoyens français d'origine ou de culture musulmane, dont une grande majorité se satisfait tout à fait de la laïcité.

Existe-t-il des associations de laïques musulmans en France ?

Oui, mais ce ne sont pas celles que l'on voit usuellement dans les médias, car les associations communautar-

istes sont beaucoup plus actives et séduisantes. Ce sont de très bons clients médiatiques. Vous les mettez sur un plateau avec Zemmour en face et vous avez votre compte pour des semaines. C'est l'un des éléments du problème : c'est que les médias ne font plus leur travail.

Pensez-vous qu'il y a toujours assez de gens aujourd'hui qui «sont Charlie» ?

Qu'est-ce que cela signifie, «être Charlie»? Le 8 janvier 2015, beaucoup de monde était Charlie, c'était réactif. Mais la plupart ne connaissaient pas *Charlie Hebdo*. D'un seul coup, ils ont vu en nous des porteurs de valeurs, alors que nous sommes aussi autre chose et que nous ne devons pas être les seuls à les incarner. Mais cette incarnation, c'était cela qui primait. Aujourd'hui, c'est compliqué. Il y a une hyper-sensibilisation individuelle – du fait des réseaux sociaux et de l'instrumentalisation des groupes communautaires – dès que l'on émet une opinion. On prend cela pour soi, on se dit choqué. Bien entendu, on peut l'être. Moi, je suis choqué chaque jour par ce que je vois ou entends. Mais c'est le propre de notre civilisation, de l'adulte, de pouvoir être choqué et de l'accepter. On a désormais l'impression que dès que l'on fait un dessin un peu polémique, ce que nous avons toujours fait depuis cinquante ans, cela devient un problème. *Charlie* a toujours été un miroir de la société, en mettant en lumière ce qui cloche. Nous sommes des empêcheurs de s'enfoncer la tête dans le sable, en touchant à tous les sujets.

Mais vous avez quand même vos marottes...

On a nos marottes, car ce sont des sujets qui touchent à des valeurs qui nous importent. Et il se trouve qu'aujourd'hui, nos marottes sont au cœur de l'actualité.

Le blasphème, la liberté de la presse et celle d'expression sont-ils toujours aussi vigoureux qu'il y a cinq ans ?

Les droits ne sont pas remis en cause par les institutions. Concernant les lois et les jurisprudences, il n'y a jamais eu autant de textes qui défendent la liberté d'expression, et c'est à ce moment précis que des groupes d'individus réclament moins de libertés. On est dans cet état d'esprit paradoxal. Avec des groupes qui sont à la manœuvre, mais aussi une partie de la population qui y répond favorablement en disant que ce n'est pas bien de faire de la peine aux gens. Alors, en effet, c'est idiot de faire de la peine aux gens, mais un dessin satirique n'a pas cette vocation. Il n'est d'ailleurs pas fait pour les gens. Un dessin de presse ne vient pas de nulle part, il est motivé par une actualité, une personnalité, un contexte et une mise en abîme. Les gens ne savent pas lire un dessin. Les réactions sont très binaires : on est pour ou on est contre.

Cela vous arrive-t-il de pratiquer l'autocensure ?

La seule autocensure qui ait toujours existé à *Charlie*, ce sont les propres limites de chacun. Je m'interdis par

exemple de parler de la vie privée de quelqu'un si cela n'a rien à voir avec le sujet traité. Et c'est un des fondements de la laïcité : le fait que telle ou telle personne soit croyante, je m'en fous, dès lors que cela n'intervient pas dans le champ public. Et bien entendu, nous respectons la loi. Mais on fait toujours des dessins et on se fait toujours insulter !

Qu'attendez-vous du procès des suspects encore en vie, qui devrait débuter en avril 2020 ?

Je ne peux pas vous répondre. On attend de voir... Pour le moment, c'est très difficile, d'autant plus qu'en ce qui concerne l'attentat de *Charlie*, ce sont des seconds couteaux qui seront là. Peut-être que cela permettra de nourrir le débat... On vit dans des sociétés où le niveau de libertés publiques a baissé. C'est devenu normal d'ouvrir son sac pour assister à un concert ou entrer dans un centre commercial. Ce genre de chose était impensable il y a dix ans.

En janvier 2019, à l'occasion des 4 ans de l'attentat, vous publiez un numéro intitulé : « Le retour des anti-Lumières ». Quelle sera la une, et le message pour les 5 ans ?

Ce sera sur les nouveaux censeurs, c'est-à-dire sur les questions que nous venons d'aborder. Les numéros de janvier sont toujours porteurs d'idées et ce thème nous semblait évident, car cela touche l'ensemble de la société, partout dans le monde. 🌹

Garder l'audace de la caricature

Évictions, insultes, menaces... Celles et ceux qui font rire, heurtent et choquent à coups de crayon s'exposent au courroux. Le baromètre du dessin de presse indique de fortes pressions. Depuis l'attentat des frères Kouachi, la caricature peut-elle encore être employée en toute liberté ? Faut-il être un brin kamikaze pour oser dessiner de façon politiquement – et religieusement – incorrecte ?

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Ils sont à la fois dessinateurs, journalistes et humoristes : les caricaturistes jonglent en permanence avec les casquettes. Par leur aptitude à traiter l'information par le dessin et avec humour, ceux qui opèrent dans un média apportent un regard unique sur l'actualité. « L'humour permet en effet de faire un pas de côté, de prendre un peu de hauteur. Et surtout d'exercer son esprit critique, à savoir la capacité de digérer une information et de s'en moquer », explique Kak, dessinateur attaché au média français *L'Opinion*. « Ce qui ne veut pas forcément dire que l'on est d'accord avec l'information dont il est question ! On peut très bien être un fervent supporter d'Emmanuel Macron ou de Jean-Luc Mélenchon et être mort de rire en les voyant sous des traits caricaturaux. »

Si l'information libre, plurielle, dégagée de toute influence est un des socles absolus de la démocratie,

le fait de la tourner en dérision y contribue. Et pouvoir le faire en dit long sur l'état de cette démocratie, poursuit celui qui est aussi président du réseau international de dessinateurs de presse Cartooning for Peace : « Dans les régimes “durs”, les dirigeants s'en prennent en premier à la presse dans son ensemble, puisqu'ils veulent pouvoir contrôler ce qui est dit pour faire de la désinformation. Ils s'en prennent aussi aux dessinateurs de presse et aux humoristes qui “s'attaquent” à la politique sur scène pour la simple raison que, en se moquant du régime, ils cassent le système de peur sur lequel ledit régime repose. Rire pose question, et dans les régimes “durs”, c'est intolérable. »

Les sentinelles de la liberté d'expression

« Dans de nombreux pays du monde, on l'observe à Cartooning for Peace,

des dessinateurs arrivent à un tel stade de répression, de menaces envers leur intégrité physique, qu'ils sont obligés de s'exiler. Les pays où il n'y a pas de séparation entre l'État et la religion ne sont pas les seuls concernés, il en va de même en Russie, en Chine et dans des pays d'Amérique latine comme le Venezuela ou le Nicaragua», commente Kak. Tout en précisant que l'arrivée de nouveaux dirigeants peut voir durcir une situation qui n'a jamais été facile pour les dessinateurs de presse. « En revanche, dans ce que l'on peut pompeusement appeler les démocraties occidentales – toute l'Europe de l'Ouest, une partie de l'Europe de l'Est, les États-Unis, le Canada, le Japon –, c'est plus difficile qu'avant. »


Nul besoin de rappeler à quel point, en 2005, l'affaire des caricatures de Mahomet dans le journal danois *Jyllands-Posten* a déchaîné les passions mondiales. Ou de rappeler que parmi les douze victimes des attentats contre *Charlie Hebdo*, il y avait cinq dessinateurs. Des menaces de mort jusqu'au bain de sang, les caricaturistes rencontrent-ils encore plus de difficultés qu'il y a cinq ans ? Kak rappelle que les terroristes islamistes qui ont pris part à la vague d'attentats ne visaient pas spécifiquement les dessinateurs de presse : « *Charlie Hebdo* était un prétexte, [Cabu, Charb, Tignous, Honoré et Wolinski] faisaient partie des gens qu'ils voulaient éradiquer de la surface de la Terre. Avec le Bataclan, Nice, Bruxelles, Londres, on a vu par la suite qu'ils s'attaquaient à notre mode de vie, à nos valeurs, pour imposer les leurs. »



Terrain miné et susceptibilité accrue

Force est de constater que très peu de dessinateurs se risquent encore à publier des caricatures de Mahomet. Ce qui a d'ailleurs conduit Philippe Val, ancien directeur de rédaction de *Charlie Hebdo*, à affirmer dès février 2005 que les terroristes avaient gagné. « Pour les dessinateurs de presse, une question demeure quand ils souhaitent (faire) rire, non pas de l'islam en général, mais de Mahomet : "Est-ce que je dessine le prophète, ou non ?" Et chaque dessinateur y répond comme il l'entend », tempère aujourd'hui

Kak. «Les terroristes islamistes n'ont pas remis en cause la manière de faire de l'humour, en général, dans la vie, mais la manière de rire des intégristes musulmans, et de la religion musulmane dans son ensemble. Les difficultés actuelles sont plutôt liées à la tendance qui s'est imposée depuis trente ans: celle du "politiquement correct" dans l'expression orale. À force de ne plus vouloir heurter personne – ce qui part d'une bonne intention, bien sûr! –, les gens perdent l'habitude d'être dérangés, secoués, et ne veulent plus être confrontés à des choses qui ne correspondent pas à leur manière de penser.»

Gérard Biard, l'actuel rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*, le constate lui aussi: «Quand on voit que le *New York Times* [dans son édition internationale] décide de ne plus publier aucun dessin de presse, cela pose question. Que se passera-t-il le jour où l'on estimera que tel ou tel article peut faire de la peine à une personne ou une communauté? À terme, on ne fera plus que des publi-reportages! C'est une question de fond. On doit pouvoir débattre de la nature antisémite [ou islamophe, ou raciste, ou grossophobe, ou misogynie, NDLR] ou non d'un dessin, présenter ses excuses, mais pas supprimer les dessins!» 

Résister à la vindicte populaire

Si l'on peut avoir l'impression que «c'était mieux avant», que l'on était libres de dire et dessiner plus de choses sous le couvert de l'humour, le philosophe Henri Bergson constatait en 1900, déjà, que «le rire est toujours le rire d'un groupe». Cent vingt ans plus tard, les groupes d'opinion et les communautés ont pris une forme virtuelle, et Internet donne l'occasion de toucher un lectorat beaucoup plus large. «Avant les réseaux sociaux, les dessins de presse publiés dans un journal n'étaient vus que par ses lecteurs», commente Kak. «Le numérique a fait exploser les frontières. Aujourd'hui, une caricature a beau être dessinée pour un média précis et donc un public précis, habitué au ton, une fois mise en ligne, elle

peut se retrouver n'importe où!» Et donc toucher des personnes qui ne sont pas préparées. Si un dessin ne plaît pas, la réaction est maintenant instantanée, publique, et peut prendre des proportions énormes. «Cela crée une terreur latente permanente, celle de se retrouver dans une "tempête de merde" créée par des milliers d'internautes.» Riss, directeur de *Charlie Hebdo*, quant à lui, avouait à l'AFP en octobre dernier: «Cela n'a jamais été facile de faire de la satire, il n'y a jamais eu d'époque où c'était plus facile que maintenant.» Le caricaturiste estime que «c'est toujours un genre qui doit lutter pour exister. Quand on sait ça, on met l'énergie qu'il faut pour que ça existe.»

« On ne peut plus dessiner le prophète »

Elle a échappé à l'attentat du 7 janvier parce qu'elle était au Maroc. Ancienne plume de « Charlie Hebdo », spécialiste des religions et militante laïque, Zineb El Rhazoui ne manie pas la langue de bois. Son regard sur notre société et ceux qui la dirigent n'est pas tendre et regorge de mises en garde : contre le communautarisme, les valeurs humanistes fragilisées, les intégrismes religieux. Alors, elle continue à parler, parfois à hurler et à déranger.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Vous avez affirmé que l'on arrivait chez Charlie par son combat, et que le vôtre, c'était la laïcité. Il en est où, ce combat ?

Les matins où je me réveille pessimiste – comme souvent malheureusement en ce moment –, je me dis que nous ne l'avons pas encore perdu. Mais lorsque je vois l'actualité, je ne pense pas que nous soyons en train de le gagner... Ce que nous déployons, non pas nous, en tant que militants laïques, mais nous en tant que nations, et gouvernements compris, n'est absolument pas à la hauteur du péril qui nous guette. Un péril de division, de recul, de régression, sur des acquis chèrement gagnés, au prix du sang. J'ai l'impression que des décennies d'abandon, de concessions faites par les politiques aux pires formes du communautarisme ont conduit aujourd'hui à une situation inextricable et que la réaction n'est définitivement pas à la hauteur.

Qu'attendez-vous finalement des sphères politiques, puisque c'est quand même là que ça se joue, même si la militance est importante ?

Je pense que la priorité serait que les sphères politiques nomment les choses par leurs noms, afin de pouvoir regarder la réalité en face. Même ça, ce n'est pas fait. Nous tendons toujours à aseptiser le débat, en utilisant des mots comme radicalisation, notamment. Tout est fait pour, sémantiquement j'entends, continuer dans le déni. Lorsque je vois par exemple qu'en France, nous avons eu une succession d'attaques au couteau, commises par des gens qui signaient leurs méfaits en criant « *Alla-hou Akbar* », démontrant que ce sont des attaques idéologiques, les réactions officielles sont dans le déni total en affirmant : « Mais non, ça n'a rien à voir, ce sont des déséquilibres. » Comme si l'on ne pouvait pas être islamiste et déséquilibré en même temps.

Et d'où vient cette crainte de nommer ?

Je pense que cela vient surtout de l'absence de solution, parce qu'une fois que nous nommons les choses, en tant que pays démocratique, nous avons les outils de la loi, du droit, pour régler ce problème. Or, cette paralysie, cette tétanie face à l'avancée de l'islamisme, je n'appelle pas ça la radicalisation, j'appelle ça l'islamisme. Cette tétanie, elle est due au fait que nous avons l'impression que les outils démocratiques qui sont à notre disposition ne sont pas suffisants. Je pense que ce n'est pas entièrement vrai. Si les lois étaient appliquées correctement, cela ne réglerait peut-être pas l'intégralité du problème, mais au moins une partie. Aujourd'hui, en France, les islamistes appellent de leurs vœux une réforme profonde de la loi de 1905 afin qu'elle intègre l'islam. Et on la décrit comme incapable de régler le problème. Moi, je dirais plutôt qu'elle n'est pas appliquée. Si nous mettions en œuvre l'article 2 qui affirme que «l'État ne reconnaît, ni ne salarie, ni ne subventionne aucun culte», nous réglerions déjà une partie du problème. De même que si nous appliquions l'article 1^{er} qui dit : «La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées [...] dans l'intérêt de l'ordre public.» L'État a donc pour devoir de préserver l'ordre public, ce qui n'est pas toujours le cas. Nous n'appliquons pas non plus l'article 26 de cette même loi qui dit qu'«il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte». Or nous savons aujourd'hui que dans de nombreuses mosquées, non seulement il y a des prêches politiques, isla-

mistes, mais nous savons aussi qu'il y a des compromissions électoralistes avec les partis classiques de droite comme de gauche, qui parfois sont allés jusqu'à s'acoquiner avec l'imam du coin pour faire passer des consignes de vote dans les mosquées. Donc si l'on n'applique pas les lois, si les mots n'ont plus de sens, comment voulez-vous que l'on règle le problème ? Commençons par ça, avant de préjuger de l'incapacité de la loi et de la démocratie à trouver une solution.

Il y a aussi un problème de relations internationales, finalement, un frein à dénoncer d'où viennent les sources de financement de l'extrémisme religieux, salafiste et wahhabite.

Vous mettez le doigt sur un problème global : la complaisance des démocraties occidentales envers les pires théocraties islamistes, parce qu'elles ont du pétrole ou du pognon, parce qu'elles promettent d'acheter le PSG, ou des entreprises chez nous, ce qui est d'ailleurs une très mauvaise chose. Non seulement nos régimes ne dénoncent pas ces gens, mais ils sont en fait leurs complices et leurs soutiens à l'international. Le 17 septembre dernier à Paris, nous avons eu une conférence qui s'est tenue au palais de la Bourse, donc dans un édifice de la République, une conférence tenue par la LIM (Ligue islamiste mondiale), qui n'est en réalité pas mondiale mais saoudienne, puisque c'est un organe diplomatique saoudien de premier plan, créé en 1962 sous le roi Fayçal et qui a été le navire amiral de propagation du wahhabisme dans le monde. D'ailleurs, la LIM et certaines de ses filières sont soupçonnées par les renseignements américains d'avoir financé le terrorisme

à plusieurs endroits dans le monde. Le secrétaire général de la LIM, Mohammed bin Abdul Karim al-Issa, était l'organisateur même de cette conférence, et pourtant, celle-ci a été introduite par un discours du président de la République, et close par un discours du Premier ministre. Quelle conférence en France a droit à tant d'honneur ? Aucune. Mais les Saoudiens, visiblement, peuvent tout se payer.

De la complaisance, selon vous ?

Mais bien sûr ! Qui méconnaît aujourd'hui ce qu'est le wahhabisme ? Qui méconnaît aujourd'hui que l'Arabie saoudite est un régime de coupeurs de têtes, d'opresseurs de femmes, et l'un des régimes les plus liberticides sur Terre ? La France voit d'abord dans ces régimes-là des clients potentiels et une source de financement. Or, personnellement, je considère que l'industrie des armes fait partie de l'économie française, mais ce n'est pas parce que l'on vend des armes que l'on est obligé d'adoubler, d'accepter l'idéologie de l'acheteur et de fermer les yeux sur les crimes qu'il commet avec ces mêmes armes. On en revient à cette espèce de « différentialisme » des droits qui est complètement accepté par nos dirigeants. Accepté d'abord envers les pays étrangers, et ensuite, maintenant, importé sur notre sol. D'ailleurs, c'est extrêmement inquiétant de voir que les derniers sondages de l'Institut Montaigne et de l'IFOP, en France, disent que plus de 28 % des jeunes Français, de confession musulmane de moins de 25 ans, pensent que la charia doit prévaloir sur les lois de la République.

Cela fait cinq ans que les attentats de Charlie ont eu lieu. Quel regard portez-vous sur l'évolution de la société depuis lors ?

Cinq ans après, le constat est accablant. On ne peut plus dessiner le prophète. Quel est le journal aujourd'hui, en France, en Belgique et ailleurs, qui pourrait encore avoir ce courage-là ? C'est quasi suicidaire. C'est-à-dire que les islamistes ont, quelque part, réussi à imposer par les armes cette censure-là, cette loi issue de la charia. Et aujourd'hui, cela s'applique dans nos démocraties occidentales, non par le droit, mais par les armes. Nous avons d'un côté des gens qui ont pignon sur rue, qui ne font pas de terrorisme et qui propagent le discours islamiste, qui le normalisent, qui le rendent fréquentable, et de l'autre côté des groupuscules armés qui sèment la terreur en utilisant le droit occidental pour propager leur idéologie nauséabonde. Aujourd'hui, nous avons un problème de doctrine : l'État lutte contre le terrorisme, mais ne lutte pas contre l'islamisme, contre sa fabrique idéologique. Il persiste à considérer le terrorisme comme un phénomène qui est quasi *ex nihilo*, qu'on explique tantôt par la psychiatrie, tantôt par les problèmes sociaux, par le chômage, le racisme, la politique étrangère, mais qu'on n'explique jamais par les contenus mêmes des textes islamistes.

Estimez-vous que certains problèmes se situent au cœur de ces textes ?

Bien sûr, c'est d'ailleurs le dénominateur commun entre tous les terroristes islamistes dans le monde. On peut per-

sister à dire qu'en Belgique, le problème est dû à l'intégration, mais un attentat islamiste qui se commet aux Philippines, ce n'est même pas à cause du manque d'intégration ou à cause de la domination occidentale. Il faut voir les choses en face. Quand on nous dit que c'est dû à la pauvreté, on feint d'ignorer que le Qatar et l'Arabie saoudite qui financent le terrorisme sont tout sauf pauvres ! Donc on continue à fuir la réalité, à ne pas regarder l'islam en face, comme une religion qui n'a jamais affronté l'épreuve de la sécularisation, contrairement à la religion catholique. Et aujourd'hui, au lieu de pousser cette religion à se séculariser en lui disant

«non, il y a une barrière de droits qui est infranchissable», afin d'éviter aux gens de se vexer – comme si la vexation de certains était plus importante que le sang qui coule –, on reste dans le déni.

Après toutes ces années à vivre sous surveillance policière, gardez-vous encore le courage de vous battre pour vos idéaux ?

Je n'ai pas le choix. Il m'insupporte de me réveiller le matin et de me dire que mes amis sont morts pour rien et que le combat est perdu.

Est-ce un sentiment que vous ressentez parfois ?

Je ne veux pas que ce sentiment s'installe, et c'est pour ça aussi que je ne peux pas cesser de me battre. Je continuerai à le faire contre l'islamisme et contre les communautaristes. Tous. Il se trouve qu'aujourd'hui, l'islamisme est un péril urgent, mais ça ne veut pas dire que les autres religions ne sont pas porteuses en elles de ce péril-là. Et je continuerai de me battre contre l'islamisme jusqu'à extinction de ma personne ou extinction du problème. Mais tant que je suis vivante, j'ai le devoir de continuer à porter le message de mes amis morts. C'est aussi une question de dignité. Je suis une femme libre et j'exerce ma liberté d'expression et de conscience. De plus, j'ai la chance inouïe d'être française, d'appartenir à un pays qui protège ma liberté de parole. Car je considère que la protection policière n'est pas là pour protéger ma petite personne, je ne suis pas plus importante que tous les autres Français anonymes qui sont tombés aux attentats de Nice



ou du Bataclan. Non, c'est ma liberté de parole qui est protégée et ma liberté d'expression. Donc comme j'ai cette protection, j'userai à satiété de ce droit.

Vous restez sur les réseaux sociaux, alors que ce sont des lieux où la haine s'exerce encore plus qu'ailleurs. Estimez-vous que cela reste, malgré tout, un outil important pour cette liberté d'expression ?

Bien sûr. Mon combat pour la laïcité n'a pas commencé en France, il a émergé au Maroc, bien avant *Charlie Hebdo*. Et à l'époque, dans un pays, une dictature qui, de surcroît, est une théocratie islamique appliquant une version *light* de la charia, il n'y avait pas d'espace de liberté possible. Il n'y avait que les réseaux sociaux pour ça, et nous avons profité d'un vide juridique pour propager aussi nos idées, pour nous rassembler, nous organiser pour entreprendre nos actions. Je suis une femme de mon temps, et je sais qu'une partie importante du débat aujourd'hui se déroule sur les réseaux sociaux.

Estimez-vous que ces espaces alternatifs sont complémentaires aux médias traditionnels ?

Les réseaux sociaux, aujourd'hui, ne sont plus tout à fait un espace alternatif, ils constituent même un espace où se fabriquent les idées, les infos. C'est aussi un outil pour militer. Twitter, par exemple, est devenu incontournable. On peut interpeller les responsables directement, et presque les obliger à ouvrir les yeux sur le débat en cours et à s'en mêler.

On le sait, tout débat qui tourne autour de l'islam est extrêmement clivant depuis quelques années. Comment sortir de ce paradigme ?

Soit cette religion se réformera, soit elle va tout entraîner: nos droits, nos libertés, notre mode de vie, notre sécurité. C'est déjà d'ailleurs entamé, ce n'est pas une prophétie que je fais. Nous y sommes déjà. Nous sommes déjà quelques-uns à vivre dans des capitales européennes entourés de personnes armées, alors que nous sommes des êtres inoffensifs, qui n'ont jamais fait de mal, mais nous avons critiqué l'islam. On dénombre quand même pas mal de morts, de menaces, de personnes brisées, qui ont été salies, accusées de façon complètement fallacieuse d'être des racistes parce que les islamistes n'ont pas d'autres arguments, à part celui-ci. Leur argument ne pourra jamais consister à nous convaincre que l'islam est la religion de paix et d'amour qu'ils ont essayé de nous décrire pendant un temps. Je souhaite une société où l'on vit dans la fraternité universelle, car c'est ce qui nous permet de considérer que l'Autre est notre égal, même s'il est différent. Or, le communautarisme nous permet au mieux, s'il est tolérant – et il ne l'est pas toujours –, de considérer l'autre comme notre prochain, et c'est pour ça qu'une notion comme celle de tolérance me sort par les yeux. Moi, je n'ai pas envie d'être tolérée, j'ai envie d'être citoyenne de pleins droits comme tout le monde. 🌱

Les religions, tu critiqueras (mais à bon droit)

Le concept de « racisme religieux » reste un vœu pieux pour ceux qui veulent l'imposer. Mais si critiquer une religion est bien un droit, celui-ci connaît aussi certaines limites.

Par Achille Verne
Journaliste

« Existe-t-il une forme d'apartheid religieux en France ? » interrogeait *Charlie Hebdo* à la mi-novembre. L'hebdomadaire satirique relayait une étude réalisée par la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT. Centrée sur la perception des musulmans quant aux discriminations dont ils seraient victimes, l'étude esquissait cette conclusion : « Si l'on ne prend que la période des cinq dernières années, 40 % des musulmans estiment avoir fait l'objet de comportements racistes (contre 17 % chez les non-musulmans). Pour 16 % d'entre eux, cela était dû à la religion... »

L'accolement des mots « religion » et « racisme » n'a rien de neuf. Il a même plutôt la vie dure. Dans les grandes réunions internationales, des États et des groupes de pression ont tenté ces dernières années de faire passer la critique des religions pour une attaque aux droits humains. En 2009, les pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le Pakistan ont ainsi déposé devant le Conseil des droits de

l'homme de l'ONU un énième projet de résolution visant à « lutter contre la diffamation des religions ». Depuis plusieurs années déjà, arguant de nombreux incidents dont le plus célèbre reste les « caricatures (danoises) de Mahomet », ils étaient intervenus régulièrement au sein des Nations unies et d'autres instances internationales pour que les États non musulmans attachés à la liberté d'expression introduisent dans leurs législations la pénalisation de la « diffamation des religions ».

De la « blasphémie » à l'antiracisme

À l'époque, parmi d'autres, Olivier Roy rétorquait que ce concept répond avant tout à des objectifs politiques. « Le débat autour de la critique des religions », expliquait le spécialiste français de l'islam dans les colonnes du *Monde*, « est apparu à la suite de l'affaire des caricatures de Mahomet (via les) minorités musulmanes d'Europe. Ces minorités, ne pouvant utiliser le concept de blasphémie, tombé en désuétude, se rabattent sur les lois antiracistes. » Il

poursuivait : « On est au croisement de deux idées : la blasphémie, attaque contre une religion, et le racisme, attaque contre un groupe ethnique. » Un groupe ethnique ? « La construction des musulmans en Europe comme groupe néo-ethnique » a gommé les mots « Arabes » et « Turcs », renchérisait Olivier Roy. Cette « construction » aurait abouti à un terme globalisant au caractère religieux : « les musulmans ». Élaborée par les minorités installées sur le Vieux Continent, elle a été depuis récupérée par « des régimes autoritaires, qui utilisent ce concept pour limiter les libertés » de leurs nationaux en ce qui concerne la critique de l'islam.

Exit la « diffamation des religions »

Les pays européens se sont fermement opposés au concept de « diffamation des religions ». L'obligation de protéger une religion ou un système de pensée prioritairement aux droits de l'homme aurait justifié des limitations arbitraires de certains droits ou le refus d'en permettre l'exercice, notamment la liberté d'expression. Cette passe d'armes, qui connut maints rebondissements, a bien sûr rebattu au passage le concept de « droits humains », les pays de l'OCI entendant démontrer aux Occidentaux que ces derniers n'avaient pas un monopole en la matière, que les musulmans étaient en droit de faire valoir une spécificité liée à la charia. Européens et Occidentaux ont au contraire rappelé que les droits humains défendent les intérêts des individus et non pas des concepts ou des religions.

Pour l'anecdote, Paul Giniewski – qui avait affirmé que l'anti-judaïsme

du discours chrétien des origines a conduit à l'antisémitisme – fut conforté par la Cour dans son droit à critiquer une religion. Strasbourg prit ainsi le contre-pied de la justice française qui avait donné raison à une association proche des milieux intégristes, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne. La France fut condamnée pour atteinte à la liberté d'expression.

Dans un article paru en 2011 et intitulé « Sur de nouveaux concepts onusiens : la diffamation des religions et la lutte contre les “phobies” religieuses », le sociologue français Nicolas Haupais constatait « à quel point la promotion des concepts de diffamation des religions et de “phobies religieuses” constitue plus un motif d'exacerbation des crispations géopolitiques et “civilisationnelles” qu'un instrument au service de leur apaisement ». C'est en 2011 également que l'Assemblée générale de l'ONU a fini par siffler la fin des débats en abandonnant le concept de diffamation des religions. Par consensus, une résolution a été adoptée sur « la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction ». Cette formulation met l'accent sur la protection des personnes, et non sur la religion elle-même comme l'avaient exigé les pays de l'OCI.


Le droit de critiquer une religion reste donc entier, *a priori*. La liberté de pensée, de conscience et de religion est un droit fondamental, consacré non seulement par la Convention européenne des droits de l'homme, mais aussi par de

nombreux textes internationaux, européens et nationaux. Ce qui est interdit en revanche, c'est l'incitation à la haine en tant qu'attaque adressée à une personne ou à un groupe de personnes sur la base de caractéristiques diverses : couleur de la peau, ethnicité, âge, orientation sexuelle... sans oublier la religion.

Critiquer une religion, un droit (presque) entier

C'est ici que les choses se corsent. De même, c'est ici que l'on comprend qu'il n'y a pas de réponse facile lorsqu'il s'agit de tracer une limite entre le droit de critiquer une religion et le constat d'incitation à la haine. Le char mettant en scène des juifs orthodoxes lors du dernier carnaval d'Alost avait-il ou non pour objectif d'inciter à la haine, comme l'ont prétendu ses détracteurs ? Vaste débat... « Contrairement au droit américain qui se limite à l'explicite, la jurisprudence européenne admet que soit punie l'incitation, même implicite, à la haine, à la discrimination ou à l'hostilité », analyse le spécialiste du droit des religions Louis-Léon Christians. « C'est le cœur de la question. S'il peut y avoir une telle intention implicite, il convient de la démontrer, de dire à partir de quel moment l'attaque portée contre une religion comme représentation abstraite a pu constituer une incitation indirecte à la haine. Il y a là une zone grise. » Il n'est pas chose aisée que de prouver l'intention de pousser à la haine. Une chose est de se moquer d'une religion, une autre est d'appeler au « meurtre de chrétiens », comme l'a fait le fils de l'imam Shayh Alami dans une vidéo, ce qui lui a valu trois mois en IPPJ¹.

Une justice n'est toutefois pas l'autre. Depuis 1981, le droit belge stipule que l'incitation à créer « un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant » constitue un délit. « Mais rien ne dit pour autant que la Cour européenne des droits de l'homme aboutisse aux mêmes conclusions. En 2008, elle a ainsi estimé qu'un imam turc qui avait reporté sur des “pêcheurs devant être punis” la faute d'un tremblement de terre et annoncé une nouvelle vengeance divine n'avait pas incité à la haine, mais avait donné dans l'obscurantisme », précise Louis-Léon Christians.

On ne peut pas tout dire non plus, « gratuitement ». L'article 9 § 2 de la Convention européenne des droits de l'homme indique que toute ingérence dans l'exercice du droit à la liberté de religion doit être « nécessaire dans une société démocratique ». Cela signifie qu'elle doit répondre à un « besoin social impérieux ». « Par le passé, la CEDH a estimé que la Turquie n'avait pas violé la Convention en poursuivant plusieurs écrivains qui se moquaient du prophète. Leur offensive était apparue gratuite », détaille Louis-Léon Christians, « c'est-à-dire, selon l'explication donnée par la Cour, “qui ne contribue à aucune forme de débat public capable de favoriser le progrès dans les affaires du genre humain”. En revanche, dans l'arrêt *Giniewski* contre France (2006), la Cour a jugé qu'un article très critique à l'égard du pape Jean-Paul II n'avait aucun caractère gratuitement offensant et n'incitait ni à l'irrespect ni à la haine. Mais qu'il participait à un débat utile. » 

¹ Institution publique de protection de la jeunesse.

« Il faut rester Charlie »

Urgentiste et ancien chroniqueur de « Charlie Hebdo », Patrick Pelloux fut l'un des premiers à arriver sur place après le massacre de l'équipe du journal. Un moment de basculement dans sa vie. Mais il reste mobilisé, laïque dans l'âme et aux aguets dans la défense de la liberté.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Comment avez-vous vécu ces cinq dernières années, et quel regard portez-vous sur cette triste date anniversaire ?

D'une part, c'est très triste parce que cet attentat a coûté la vie à des gens que j'aimais énormément, qui étaient mes amis. D'autre part, c'est une date très importante parce que la France, ce 7 janvier, se réveille face au terrorisme islamique et que cela remet en cause plein de certitudes. La France n'avait pas vu les signaux arriver, notamment avec les attentats de Kelkal en 1995. Même si le début de la vague d'attentats islamistes reste l'attaque de l'école Ozar Hatorah à Toulouse en 2012 par cette ordure de Merah. Ce qui s'est passé à *Charlie Hebdo* annonçait l'attentat antisémite de l'Hyper Cacher deux jours plus tard, puis l'égorgement du prêtre à l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray, le 26 juillet 2016, et les attentats du 13 novembre qui constituent le plus grand massacre que l'on ait eu à Paris depuis la Seconde Guerre mondiale. Et cela rejoint l'attentat du 3 octobre dernier à la préfecture de police de Paris. C'est ter-

rible, la France est dans une guerre intérieure.

Mais quand vous dites « la France n'avait pas vu » : est-ce au niveau de la société ou vous songez à d'autres sphères ?

Les deux. Premièrement, la société n'a rien vu venir, parce que c'est comme un cancer : les cellules cancéreuses progressent, on ne les voit pas, on ne les sent pas, et c'est le jour où ça explose que l'on découvre que l'on a un cancer généralisé. Et deuxièmement, la gauche est un peu responsable, car elle a peur d'être taxée de racisme si elle remet en cause l'islam. Or, ce sont deux choses totalement différentes. Et c'est oublier que dans le monde arabe même, vous avez des laïques et des athées qui critiquent l'islam. Cette religion a su s'imposer d'une manière ethnologique en affirmant : « Vous êtes arabe, vous êtes musulman, vous êtes croyant. » Non, c'est une injonction. L'émancipation des peuples ne peut pas passer par leur soumission à une croyance. Je pense plutôt que seule la laïcité permet

cette émancipation, pour penser et non pas pour croire.

Que pensez-vous de l'état de nos droits fondamentaux ?

Il y a une déliquescence des droits fondamentaux. D'abord, nous n'en sommes plus à leur conquête, alors que certains ne sont toujours pas acquis : je pense notamment à l'égalité homme/femme dans les salaires. On a un peu laissé tomber les choses. Je crois que l'économie, en particulier la tendance néolibérale, aime bien le communautarisme religieux. Ça les sert parce qu'ils se disent : « Les gens sont au chômage, mais ils vont prier. Donc, ils ne vont embêter personne, ils ne vont pas se révolter. » Un jour, un imam fait main basse sur un quartier. Ce dernier est calme, donc on laisse faire. Et puis arrivent les communautarismes religieux... Finalement, on se dit que c'est bien d'avoir un peuple qui va à l'église tous les dimanches matin, comme ça, vous êtes sûr que vous les tenez. Le monde libéral aime bien ça. Mais c'est un tort. La religion s'immisce dans le système de santé et tout ce qui touche à l'éthique et à la bioéthique. Et c'est vrai que l'on régresse sur beaucoup de choses, on le voit avec les tentatives de revenir sur le droit à l'IVG et avec le débat sur la fin de vie.

En France, les lobbys traditionalistes comme celui de « La Manif pour tous » sont en effet très actifs.

Oui, ils sont très forts. Et vous remarquerez que dans ces manifes-

tations, tous les extrêmes religieux se retrouvent : de l'extrême catho à l'extrême juif, en passant par l'extrême islamiste.

La liberté, cela vous parle, j'imagine. Comment se porte-t-elle d'après vous pour l'instant ?

Vous savez, la liberté, c'est comme le bonheur : vous ne savez jamais quand elle est là. Vous pouvez sortir de chez vous, aller acheter des journaux, aller boire de l'alcool, manger ce que vous voulez, partager vos plaisirs, rencontrer des femmes, des hommes, voyager... C'est la liberté. Et puis, à un moment donné, la liberté s'arrête. Et là, vous vous dites : « Ah merde ! C'était ça, la liberté ? Mais c'était formidable ! » Dans certains quartiers de Paris, les femmes sont interdites de se rendre dans les bars, et de petites filles sont même défendues d'aller à l'école. Donc là aussi, la liberté s'arrête. Dans un autre registre, d'un coup le Brexit s'impose et il va falloir faire la queue pour passer une frontière qui n'existait plus... Le Brexit est la plus grande bêtise que l'Angleterre ait faite depuis des millénaires.

Vous avez été fort proche de SOS Racisme, ressentez-vous une montée du racisme en Europe ?

Il y a une montée du racisme parce que, en fait, cela rejoint la crise migratoire. Mais nous sommes tous des migrants. Et cela peut être un enrichissement humaniste. Vous vous apercevez aussi qu'une fois la tempête passée, les gens retournent

dans leurs pays. Cette montée du racisme qui est une réaction d'opposition entre les peuples, il faut absolument la combattre, de même qu'il faut lutter contre l'antisémitisme coûte que coûte. C'est vraiment une rage. L'un des événements les plus horribles en France dernièrement, c'est l'assassinat d'Ilan Halimi.

Mais ce genre de choses sont sans arrêt dans l'actualité. Je travaille au SAMU de Paris, au service des urgences, et l'autre jour, une de mes collègues juive m'a avoué qu'elle souffrait d'antisémitisme dans le service. Je ne l'avais pas remarqué parce que c'est sournois. On se moque par exemple d'elle quand



elle preste des heures supplémentaires en lui disant qu'elle le fait pour l'argent. C'est épouvantable.

Il y aurait eu 12 000 morts naufragés en Méditerranée en quelques années, certains disent que l'Europe va devoir rendre des comptes aux prochaines générations. C'est aussi votre avis ?

On ne prend pas les problèmes à bras-le-corps. Chaque fois, on est juste dans la contemplation du drame humain. Mais de toute façon, on doit toujours rendre des comptes à l'histoire. Ce fut incohérent de déclencher la guerre en Libye et puis d'abandonner le pays. Sans compter que l'Europe, les États-Unis, la Chine continuent de piller l'Afrique. Je suis très heureux que le prix Nobel de la Paix ait été octroyé à un Éthiopien.

Après l'attentat, vous affirmiez que le journal devait continuer à vivre pour ne pas «laisser la connerie gagner». Pensez-vous qu'elle a gagné ?

Non, non. On est dans le combat contre l'obscurantisme religieux. Pour l'instant, il n'y a ni vainqueur ni vaincu, même si l'on a vu apparaître le parti des Indigènes de la République aux élections européennes, avec cette volonté de l'islam de conquérir le pouvoir politique. Ils ont voulu faire passer une loi contre le blasphème et ils souhaitent revenir sur la loi de la laïcité en France, c'est hallucinant jusqu'où ça va se loger. Certains affirment par exemple que l'on pourrait construire une mos-

quée à la place de Notre-Dame... La France a mis des millénaires à se séparer des cathos, ce n'est pas pour reprendre une autre religion. On n'empêche pas les gens de croire, mais simplement, les croyances ne doivent empêcher personne de vivre. C'est redoutable parce que derrière, il y a des puissances comme l'Arabie saoudite et le Qatar qui sont dans la conquête de l'Europe. Il faut absolument les empêcher. Ils n'ont pas de leçons à nous donner quant à la démocratie dans leurs pays, qui sont dirigés par des castes, des tribus. Mais ils ont le pouvoir de l'argent et inondent plusieurs lieux avec leurs millions. Le test en France, ce seront les élections municipales, où certaines communes risquent de basculer à cause du parti islamique. Ça serait dramatique.

Dernière question : sommes-nous toujours Charlie ?

On est toujours Charlie, et on le sera toujours. Il faut rester Charlie. Mais cette expression «Je suis Charlie» dépasse largement le concept du journal. Je ne travaille plus à *Charlie Hebdo* : comme Zineb, je suis parti. Mais on est forcément Charlie. Et je suis optimiste : si l'on compare l'histoire de l'humanité à une comète, nous sommes dans la queue, à savoir à la fin du passage de l'obscurantisme religieux. Vouloir conquérir le pouvoir politique, c'est comme tenter de raviver cette comète. Mais je suis persuadé que dans les années futures, la religion va progressivement s'éteindre. 🌱

Les coupables d'un discours idéologique

En tuant dix-sept personnes et en blessant gravement plus d'une dizaine d'autres, en s'en prenant notamment aux membres de la rédaction de «Charlie Hebdo» et aux clients d'une supérette casher de Vincennes, les frères Kouachi et leur complice Koulibaly ont dramatiquement rappelé que les idées radicales peuvent conduire à tuer. Et, accessoirement ou pas, à se faire tuer.

Par Michaël Dantinne
Professeur de criminologie - ULiège

Le massacre de «Charlie», c'est avant tout une expédition punitive, perpétrée par deux frères voulant rendre justice, leur justice, en s'en prenant à ceux qui, à leurs yeux, étaient coupables d'un crime blasphématoire insupportable. Des coupables impunis par cette justice – celle des hommes – qui n'avait pourtant pas hésité à incarcérer l'un des deux frères, signe de son inconséquence morale et incarnation d'un État incapable de hiérarchiser les valeurs. De manière identique, si la supérette de Vincennes n'avait pas été casher, elle n'aurait pas été choisie, et ceux qui y travaillaient ou y faisaient leurs emplettes auraient pu paisiblement passer leur route, et tout simplement poursuivre une vie que Koulibaly leur a enlevée, ainsi qu'à leurs proches. Mais voilà, il y a le conflit israélo-palestinien, vécu par certains comme le symbole d'une oppression survenant dans l'indifférence générale et appelant dès lors des attaques correctives justifiées visant des cibles en lien avec la communauté juive.

Bien que l'effort soit malaisant, la compréhension du radicalisme d'idées, comme celle de sa déclinaison la plus virulente («radicalisme violent»), impose de se projeter dans l'altérité du radical. Le considérer comme fou, irrationnel ou lâche est une réaction de protection intellectuelle et émotionnelle que l'on peut entendre, mais aussi une analyse scientifiquement fausse, et qui fait barrage à une réflexion pourtant nécessaire quant aux facteurs qui peuvent conduire certains individus à l'extrémisme.

Retour sur les chemins de la violence

Un modèle théorique en vogue visant à expliquer la radicalisation (ce processus, tantôt long et tortueux, tantôt plus court et linéaire, amenant éventuellement au passage à l'acte violent) souligne l'action de trois facteurs interreliés dans cette trajectoire. Il y a tout d'abord le ressenti d'une insatis-

faction de besoins fondamentaux, qui débouche sur l'expérimentation de griefs et d'affects négatifs, qui vont mutuellement se renforcer. Il s'agit de la perception d'être discriminé, brimé, injustement traité et, plus largement, d'être victime. Il en résulte un ressentiment sourd et dans le « meilleur » des cas, une colère, voire une haine féroce. Peu importe les contre-argumentations éventuelles à coups d'éléments objectifs : c'est la subjectivité de ses représentations et de ses interprétations qui détermine le comportement de l'être humain. Cet état cognitivo-affectif précipite ensuite la rencontre (directe ou via des médias comme les applications technologiques) avec d'autres individus partageant ces mêmes émotions et griefs ; ce profond malaise partagé constitue alors le ciment du groupe. Les idées radicales, troisième élément du modèle et authentique venin, sont portées par des pairs jouissant d'un respect qui est prépondérant dans leur effet. Ces pairs deviennent les référents d'une doctrine idéologique (parfois inexistante ou rudimentaire) avec laquelle la majorité des radicaux n'a, en fin de compte, qu'un contact littéraire direct très limité. Ces discours idéologisés noircissent encore plus le constat, creusent les émotions négatives et les doublent généralement du spectre fantasmé d'un péril grave et imminent. Ils décrètent les causes de la situation désagréablement vécue et en identifient non pas un ou des responsables, mais un ou des coupables. Enfin, ces discours prônent l'urgence d'une réaction

d'autant plus évidente que les individus et les groupes qu'ils forment ont cette conviction d'être victimes, ce qui leur confère le droit d'user de la violence comme s'ils étaient en état de légitime défense et non d'illégitime attaque.

Des idées séduisantes

Si l'on étend le focus au-delà des attentats marqués du sceau de l'islam radical survenus depuis janvier 2015, c'est le capital séduction des idéologies radicales (et de leurs porteurs), au sens large, qui interpelle. Celui-ci ne se manifeste pas exclusivement dans l'attentat ou les violences de rue, mais également dans les résultats électoraux. Bolsonaro, Trump, Orbán, ou encore Salvini, par exemple, présentent le dénominateur commun d'avoir été portés au pouvoir à coups de prises de positions sexistes, homophobes, réactionnaires ou xénophobes, mais toujours caricaturales. L'adhésion que suscitent les outrances à la sauce buzz d'un Zemmour ou les prises de positions et actions de certains lobbys féministes, environnementalistes ou zadistes traduisent aussi l'attractivité de discours teintés d'une radicalité réelle, sans qu'elle doive toutefois être assimilée à celles évoquées ci-dessus. Il n'en va pas autrement d'une espèce de police du langage faisant désormais la chasse à un éventail sans cesse plus large de propos jugés inconvenants et qui, à travers une lutte sur la forme de ce qui peut être dit ou non, finit par imposer un diktat de la pensée.

Le salafisme, qui – au risque d'être caricatural – fait de l'inobservance du comportement des salafs la cause de tous les maux, tout comme il prescrit leur imitation tel un unique remède, ne peut objectivement incarner une solution raisonnée aux problèmes de l'islam contemporain. Que, précisément, beaucoup de penseurs imputent au virage raté par cette religion lors de sa confrontation avec la modernité. Mais face à une vie perçue comme un cul-de-sac, certains individus en arrivent à adhérer à cette vision, qui est aussi celle du rejet d'une société source d'insatisfaction, de frustration et de peurs. Ceci les conduit alors à rompre avec les institutions phares de cette société (la famille, l'école, l'État, le droit, la justice...) pour mimer, avec 1 400 ans de décalage, le comportement des premiers compagnons du prophète. Mais il ne faut pas oublier – effort d'altérité oblige – que ce qui apparaît comme une réponse perverse à l'esprit de ceux qui ne vivent pas cette impasse de vie est paradoxalement porteur d'espoir aux cœurs de ceux qui l'adoptent. Le processus est identique chez les individus qui adhèrent au suprémacisme racial ; chez ceux qui sont fascinés par la théorie du grand remplacement ou par d'autres prétendus complots ourdis par des groupes plus ou moins identifiés ou identifiables ; ou encore chez les adeptes d'une contestation parfois violente teintée de « dédagisme » (une autre forme de rejet) : mêmes causes, même effet (la radicalisation), mais des logiciens idéologiques différents, quelquefois superposables d'ailleurs, pour un redoutable mélange des genres.

© Vuillemin/Charlie Hebdo



Simplisme et fascination

La simplicité du diagnostic proposé par ces corpus, à l'instar de l'action qu'ils préconisent, est certainement un facteur décisif de la fascination qu'ils exercent. Elle est synonyme de confort, offrant des réponses prêtes à être consommées et dispensant d'un examen critique demandant effort, compétences, temps et nuance. Le radical s'emmure donc dans une pensée non seulement simple, mais aussi unique, partagée avec un groupe de pairs, et qui est progressivement de moins en moins confrontée aux points de vue différents, au fur et à mesure que

le groupe s'isole. Le lien unissant l'individu à la société déjà distendu par son vécu finit par se briser. Cette distanciation facilite ainsi la punition d'une société rejetée après avoir été «rejetante», jugée après avoir été jugeante, à travers la frappe des symboles pensés comme l'incarnant (le dirigeant politique, le policier ou le militaire dépositaire de la force publique, l'artiste ou le simple citoyen) et qui viennent à mourir à la place d'un État qui, faute de cœur, ne peut pas physiquement être mis à mort. Enfin, ce schéma trace la voie d'une valorisation tant attendue par le terroriste parce que

lui échappant autrement, à travers son accession au statut de martyr ou de symbole.

Un autre réel à lire et à vivre

Le constat qui précède n'est pas noir, mais la lucidité impose de reconnaître qu'il est sombre. Il plaide en faveur d'une prise en compte courageuse des causes profondes du radicalisme d'idées, bien en amont de sa face horriblement visible et victimisante qu'est le terrorisme. Sans un instant dédouaner les radicaux de leur responsabilité personnelle, sans continuer à opposer de façon... radicale (!) prévention et répression, il faut urgemment s'atteler aux causes sociétales du retour en vogue de ces idéologies, notamment pour réduire leur pouvoir de séduction. Ceci demande un effort politique, au-delà des échéances électorales et des jeux politiques, visant l'école, la ville, la cohésion sociale, l'intégration, l'égalité, la laïcité, la justice, bref, tout ce qui fait le vivre ensemble. Ceci demande aussi, et peut-être même principalement un effort de la société civile, pas au sens macronien de citoyens qui se surveilleraient les uns les autres pour aider les services de sécurité, mais au sens d'acteurs qui prennent en main leur destin et construisent une autre société, offrant un autre réel à lire et, surtout, à vivre. À long terme, incertain, difficile, imposant l'altérité, ce double chantier politico-civil est la seule issue d'une impasse qui – il ne faut pas s'y tromper – n'est pas l'exclusive du radical, mais celle de chacun. 🍀



Charlie ou pas : le poids des maux

« Je suis Charlie », un slogan fédérateur devenu sujet de discorde. Depuis qu'il a émergé dans la foulée des attentats de janvier 2015, il clive le débat public. Que ce soit sur la liberté d'expression ou la laïcité, les divisions que ce mot d'ordre a mises à jour restent d'une rare virulence.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Cela devait être le dénominateur commun d'une collectivité soudée par un choc. Mais au lendemain du 7 janvier 2015, le climat se tend rapidement. « Sous cette unanimité de façade, des voix discordantes cherchent à se faire entendre pour dire que, si elles condamnent sans réserve les attentats, elles ne sont pas Charlie », écrit Romain Badouard, auteur d'une étude en 2016 sur les « Je ne suis pas Charlie » et l'influence des réseaux sociaux¹. « Dans les médias dits traditionnels, il faudra plusieurs jours aux journalistes pour rendre compte de cette polyphonie et interroger ses ressorts. Sur le Web, à l'inverse, les “Je ne suis pas Charlie” se font entendre quasi instantanément après l'annonce des attaques, à travers des hashtags, des groupes Facebook, des posts de blogs ou des tribunes de presse », poursuit-il. Selon Romain Badouard, les « Je ne suis pas Charlie » s'opposent à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire face à laquelle ils se sont sentis offensés ou en conflit ouvert.

Le chercheur français a analysé trois grands types de « Je ne suis pas Charlie » : le premier relève des critiques de l'union nationale et de la récupération politique de l'émotion suscitée par les attaques ; le second englobe un ensemble de réactions conservatrices et concerne une grande diversité d'acteurs : catholiques traditionalistes, mouvements d'extrême droite, identitaires ou réactionnaires ; le dernier est celui des musulmans. « *Charlie Hebdo* y est critiqué comme un journal alimentant consciemment l'islamophobie, et de nombreuses craintes sont exprimées quant à un regain des discriminations visant les musulmans et leurs lieux de culte », développe le chercheur.

Un conflit sain ?

« Il était sain finalement qu'après le ralliement, on ait entendu des “Je ne suis pas Charlie” qui nous rappellent que la démocratie, ce n'est pas le consensus, mais le dissensus. Ou pour le dire de façon plus dialectique, que ce qui fait communauté en démocratie, c'est la

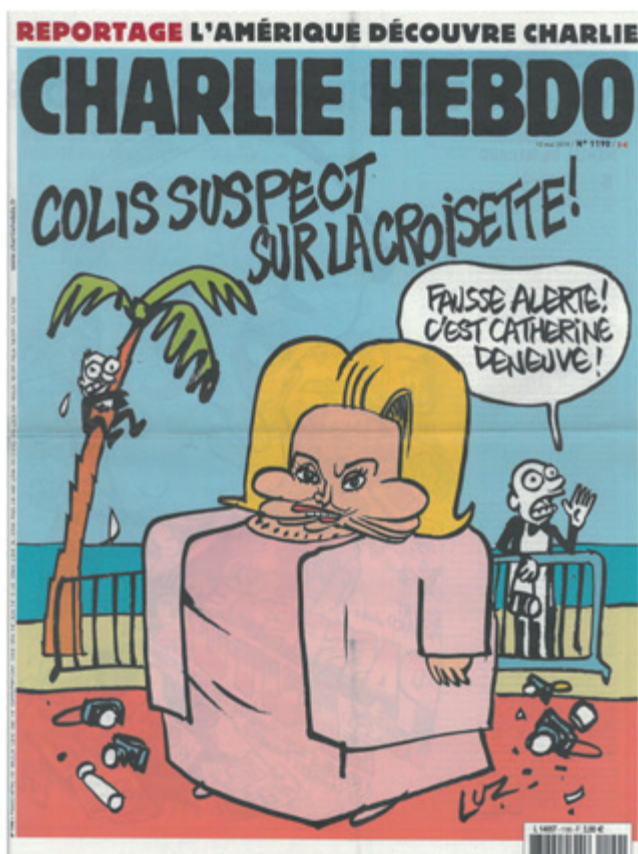
¹ Romain Badouard « “Je ne suis pas Charlie. « Pluralité des prises de parole sur le web et les réseaux sociaux », mis en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr>, le 5 janvier 2016.

2 Édouard Delruelle, «Charlie, violence et civilité. Réflexions sur la liberté d'expression», mis en ligne sur <http://blogs.ulg.ac.be/edouard-delruelle>, le 8 avril 2016.

division, le conflit...», écrira quelques mois après les attentats Édouard Delruelle, philosophe à l'Uliège². Et ce conflit en ce début janvier porte alors sur une question : le droit à caricaturer une religion. Des artistes comme Jamel Debbouze ou des intellectuels, comme Emmanuel Todd, vont faire voler en éclats le «je-suis-charlisme». En avril 2015 avec *Qui est Charlie?*, ce dernier ciblera ouvertement l'hebdomadaire satirique. «Blasphémer de manière répétitive, systématique, sur Mahomet, personnage central de la religion d'un groupe faible et discriminé devrait être, quoi qu'en disent les tribunaux, qualifié d'incitation à la haine religieuse, ethnique et raciale», écrit-il. Dans les

écoles aussi, le débat apparaît, avec près de 200 incidents recensés en France. Et des enseignants plus que démunis. Dès janvier 2015, l'IFOP publie une note sur la mobilisation lors de la journée d'hommage du 11 janvier. Avec une constatation : le taux de mobilisation est d'autant plus élevé que le score de Marine Le Pen à la présidentielle de 2012 est faible. S'opposent ainsi une France qui a décroché et une France qui va mieux. Ce sera d'ailleurs la thèse de l'essai d'Emmanuel Todd.

Mais à ces premières polémiques, Charlie portera bientôt avec lui un autre débat, celui de la laïcité. En janvier 2016, 71 % des Français se disent toujours «Charlie». Et le même pourcentage considère alors que la «laïcité est en danger». Romain Badouard analyse aussi cette évolution du débat, passant de la liberté d'expression à celui sur la laïcité, portée notamment par des personnalités politiques de premier plan comme Manuel Valls, alors Premier ministre. Et avec un constat : celui d'une impasse totale entre les tenants de chaque camp. «La qualité du débat public en France s'est dégradée de manière dramatique. La répétition des attentats a tout crispé», expliquait le chercheur à *Libération* en janvier 2018. Un sentiment partagé par Édouard Delruelle : «Il faut déplorer que les tragédies de Paris n'aient pas été l'occasion pour ceux qui débattent de la démocratie, de remettre en question leurs certitudes et leurs évidences. Au contraire, dès la stupéfaction passée, chaque camp s'est trouvé comme conforté dans sa position et son opposition au camp d'en face – qu'il s'agisse du camp «républicain» qui défend les acquis de la sécularisation (la reléga-



tion de la religion dans la sphère privée) et une vision assimilationniste de la citoyenneté et de la laïcité, ou du camp “multiculturaliste” qui plaide, à l'inverse, pour la reconnaissance des communautés ethnoculturelles ou religieuses et exige que l'État garantisse leur visibilité dans l'espace public.» Un non-débat qui a laissé la place aux positions les plus radicales.

Une société malade de ses mots

Pourtant, bien loin de l'effervescence médiatique – en 2018, 61 % des Français se disaient encore Charlie –, les attentats contre *Charlie Hebdo* n'en finissent pas de mettre en question nos modes de pensée, relève Loïc Nicolas, docteur en rhétorique à l'ULB. Selon lui, le malaise reste total face aux amalgames possibles, à la fragilité de la concorde sociale, face à nos propres ambiguïtés. Voilà à ses yeux des années qu'on escamote ce malaise en ressassant les mêmes explications (crise économique, échec du modèle d'intégration, montée de l'islamisme radical) sans essayer d'aller plus loin, sans s'exposer au risque de la nouveauté. Il écrivait ceci, trois mois après les attentats : « On se contente de vieilles rengaines sans prendre enfin le risque de la nouveauté [...] On se refuse à reconnaître que nous sommes désarmés, sans outils et bien souvent sans voix face à l'ampleur de l'événement, face aux implications qu'il porte ; face aux tragédies à venir. »³ Loïc Nicolas en appelait à affronter cet événement comme le signe d'une crise plus profonde. « Laquelle, de beaucoup, dépasse l'islam, la société française et le strict enjeu de la liberté d'expression. » Car à ses yeux notre société est malade



© Riss/Charlie Hebdo

de ses mots, malade de son incapacité à les assumer, malade de ne savoir y répondre...

« On n'a pas tiré les conséquences de cet événement. Dans une société qui a terriblement peur des désaccords, on n'a pas voulu assumer ce “Je ne suis pas Charlie”, notamment dans la bouche des jeunes qui le portaient. On a préféré étouffer la dissension plutôt que de l'exploiter dans le débat démocratique. On s'est plutôt enfoncé dans le déni », conclut Loïc Nicolas. Cinq ans après les attentats, il y a surtout un constat d'échec. Qu'on soit Charlie ou qu'on ne le soit pas. 🍀

³ Loïc Nicolas, « Charlie ou la société malade de son verbe », dans *La Cité*, avril 2015, pp.22-23.

Un assassinat politique

Il aura fallu à peine une minute quarante-neuf secondes pour que la réunion de rédaction parte en vrille. C'était le 7 janvier 2015, en plein cœur de Paris. Il était 11 h 30. Désormais, il y a un avant... et un après.

Par Djemila Benhabib
Écrivaine, politologue et chargée de mission - CAL/COM

Des kalachnikovs ont retenti comme dans une guerre. Une vraie de vraie. Les rires se sont figés. Là, brutalement. Les plumes ont volé en éclats. Les corps de huit membres de la rédaction de *Charlie Hebdo* se sont vidés de leur sève. Bien sûr, il reste encore (toujours) leurs mots, leurs idées, leurs fous rires, leur tendresse immense et surtout, leurs Mickeys, si l'on pense en particulier à Charb, Cabu, Wolinski, Tignous et Honoré. C'est d'ailleurs pour ces drôles de patapoufs que les dessinateurs ont tous été flingués par des énergumènes qui n'entendaient aucunement plaisanter. Car à leurs yeux, il n'y a rien de pire que de rire d'Allah. Pour ces assoiffés de sang qui ont fait de leur religion une certitude et un absolu, Montaigne suggérait un truc : distinguer «la peau de la chemise». Respirez par le nez¹, les gars ! Au sujet de ces idolâtres qui confondent croyance et fétichisme, Voltaire nous a tout appris. Ou presque. Reste, malgré tout, un détail à tirer au clair.

Coupable de rire de la religion des «dominés»

Alors, voilà : les vengeurs d'Allah du 7 janvier 2015 sont-ils des fana-

tiques religieux au sens voltairien ? La question est sérieuse. Pour tout avouer, j'aurais souhaité vous l'épargner. À la rigueur, je me serais satisfaite d'une réponse simple et univoque. Admettez que ça nous aurait évité de perdre du temps dans des débats qui n'en finissent plus. Puisqu'ils se poursuivent même cinq ans après l'attentat. Ça nous aurait surtout permis de nous dresser tous ensemble contre l'hydre islamiste et de ne plus avancer éparpillés, en rangs dispersés. Alors, oui, j'ose répéter la question : faut-il considérer un terroriste islamiste comme un fanatique religieux ? Pour ceux qui sont coincés dans une culpabilité ontologique, rien n'est simple. Tout devient, soudainement, confus. Pour eux, l'islam n'est pas tout à fait une religion. Enfin, si. Mais pas comme les autres. Puisque l'islam est (aussi) une identité... et même une «race». Oui, madame ! La race des «dominés» ! Car qui dit islamiste dit «dominé». Qui dit «dominé» dit «dominant». Dominant, c'est-à-dire coupable ? Forcément. Coupable de rire de la religion des «dominés». Telle est l'accusation dirigée à l'endroit de *Charlie Hebdo* par

¹ Expression québécoise qui signifie « Calmez-vous, ne paniquez pas ».

une partie de l'intelligentsia française de gauche qui passe son temps à disséquer l'huile oubliant carrément de considérer le feu. Rire de la croyance des «dominés» revient tout simplement à les détester, à les haïr. Vous imaginez! Petit à petit (de 2006, moment de la publication des caricatures danoises dans *Charlie Hebdo* par solidarité, à 2011), on a glissé du rire vers le racisme. Puis, vers l'islamophobie en passant par la case justice. De laquelle *Charlie* sort blanc comme neige. Une fois n'est pas coutume. L'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et la grande mosquée de Paris sont déboutées en première instance et en appel.

Déshumaniser, assassiner

Novembre 2011 constitue un tournant. Le journal est rebaptisé *Charia Hebdo* pour marquer la victoire électorale du parti islamiste Ennahdha, en Tunisie. À la une, une caricature du prophète Mahomet signée Luz. Les locaux du journal sont soufflés dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre. L'errance commence. S'ensuivent l'isolement médiatique, le lâchage politique, l'étranglement financier. Il ne reste que le passage à l'acte. Le 7 janvier 2015, face à l'infâme, les langues sales se déchaînent, non pas pour apaiser, soutenir, dénoncer l'acte d'assassinat politique de rigolards humanistes mus par le désir d'un monde meilleur, mais pour accuser *Charlie Hebdo* de l'avoir bien cherché. À la maison, chez mes parents à Saint-Denis, les téléphones se mettent à sonner d'une façon



© Fautou/Charlie Hebdo

presque ininterrompue. As-tu des nouvelles? Désormais, deux camps se forment. Celui des morts et celui des vivants. Puis un troisième. Celui des survivants pas tout à fait morts.

Renoncer à la critique de l'islam

Depuis, la ligne de fracture entre les #JeSuisCharlie et #JeNeSuisPasCharlie se creuse vertigineusement. Clarifions une chose sur l'esprit Charlie. Qu'est-ce donc? Rien d'autre que rire et critiquer les religions, liberté fondamentale depuis les Lumières. Bref, les désacraliser. Ce qui vaut pour toutes les religions vaut aussi pour l'islam. Sauf à considérer que les musulmans

ne soient pas dotés de la même raison que le reste des humains et qu'ils soient insensibles à l'humour. On serait dans de beaux draps! Malgré tout, en France comme ailleurs, la plupart des journalistes ont renoncé à cet exercice par lâcheté, peur ou conformisme. Abandonnant, par ce fait même, les musulmans entre les mains des plus fanatiques d'entre eux.

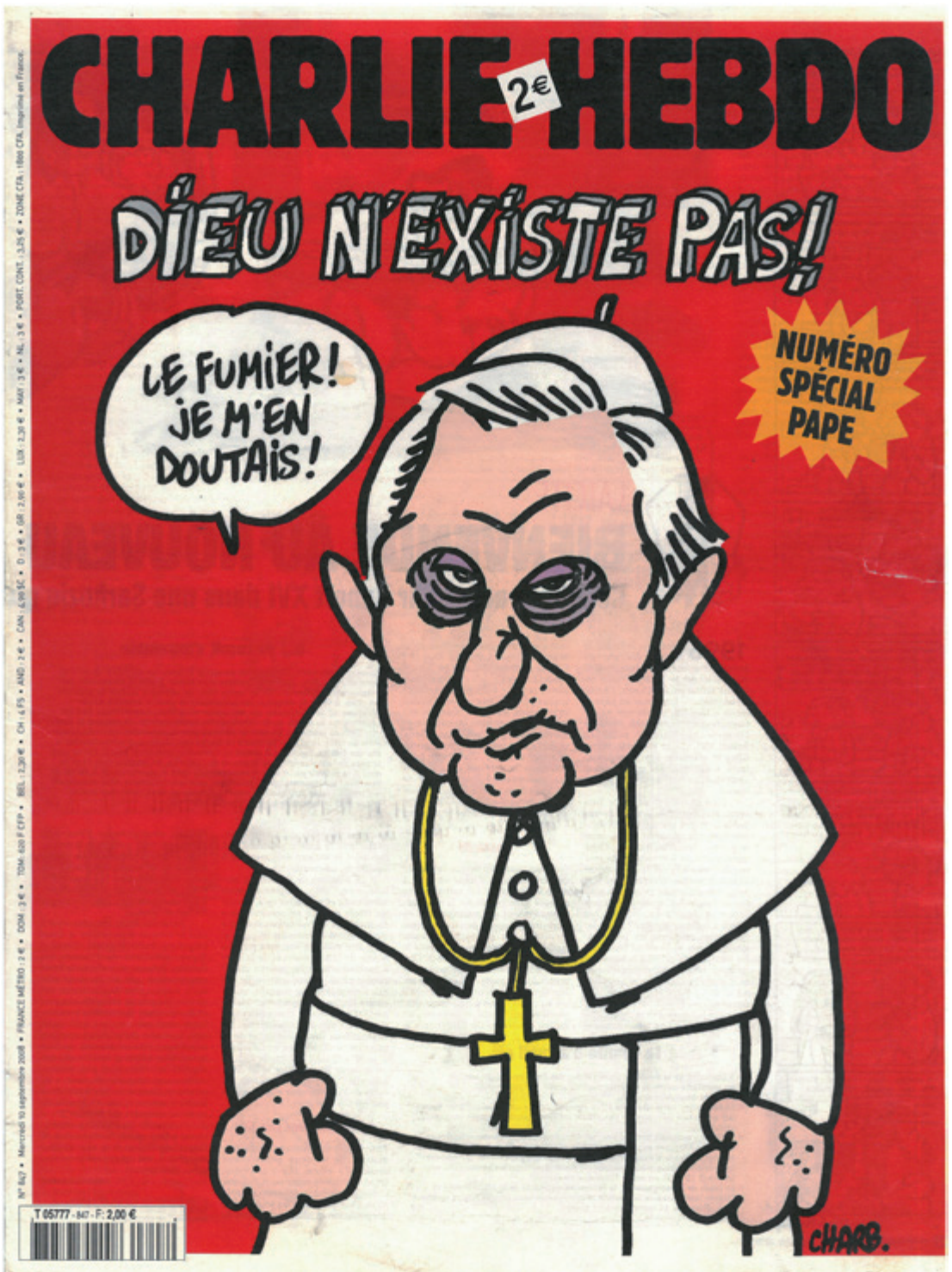
Tolérer l'intolérance conduit au suicide

En 2013, le magazine numérique d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe *Inspire* publiait les photos de quelques têtes à abattre. Charb était

du nombre. Remarquez, avec la présence de Salman Rushdie à ses côtés, il était en bonne compagnie. Et si pour donner un sens au 7 janvier 2015, il fallait revisiter la condamnation à mort de l'écrivain indo-britannique? Vous vous souvenez, c'était en 1989. La République islamique d'Iran fêtait ses 10 ans. Son guide suprême voulait la peau du romancier des *Versets sataniques*. De Bradford à Londres, d'Islamabad à Bombay, les rues s'enflammaient. Le mouvement s'amplifiait jusqu'à toucher une trentaine d'autres pays, dont le Japon, la Tanzanie, la Turquie, la France et le Danemark. Jamais auparavant dans l'histoire, de tels développements n'avaient eu lieu de cette façon et à cette vitesse. Le centre de gravité de l'islam politique venait de se déplacer vers l'Europe. On n'y a vu que du feu. Tous les indicateurs étaient pourtant au rouge. À partir des années 1990, c'était de Londres que l'on hurlait à la mort d'intellectuels algériens. C'était de Paris et de Washington que ces crapules justifiaient leurs crimes. Le chef des islamistes égyptiens, Omar Abdel Rahman, coulait des jours heureux aux États-Unis depuis mai 1990 alors que plusieurs de ses fidèles sont impliqués dans des attentats.

Ce qui se joue dans les pays musulmans dépasse largement leur simple destinée. Il ressort clairement de cela que la tolérance à l'égard de l'intolérance est suicidaire. Et ce, pour l'humanité entière. ✝





« Il faut changer d'orientation »

Des retombées du changement climatique à l'affaiblissement des prérogatives de l'État et des systèmes démocratiques, le constat, inquiétant, invite à remplacer nos lunettes. Le but : que l'humanité reparte sur d'autres voies. Dominique Bourg, philosophe et professeur honoraire à l'Université de Lausanne, nous y pousse avec force.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Dans votre dernier ouvrage, *Le Marché contre l'humanité*, vous analysez l'état de nos démocraties : sont-elles véritablement en danger, ou à ce stade, vous contentez-vous de tirer la sonnette d'alarme ?

Nos démocraties sont en danger pour de nombreuses raisons. D'une part, on constate un grignotage du pouvoir des États par le système économique, avec des élites politiques qui sont en fait des commerciaux, et qui sont là pour vendre les bijoux de la Reine. Tous les États ont fini par progressivement abandonner leur pouvoir. Et un État qui est privé de service public, c'est un État qui se prive d'une base économique et de ses moyens d'intervention. Un exemple assez flagrant, c'est celui de la Grèce qui, lors des incendies de l'été 2018, a dû faire appel à des canadiens à l'étranger. Les services météo ayant été supprimés, cela a posé un problème aux pilotes qui ne savaient pas dans quel sens venait le vent, et par conséquent,

comment larguer l'eau. Des personnes sont ainsi mortes asphyxiées. Nous sommes face à un vrai danger parce que les États n'ont plus de pouvoir de régulation. Concrètement, le marché globalisé leur interdit d'agir sur la production de richesses chez eux, donc ils ne peuvent pas rééquilibrer les inégalités de revenus et on voit les choses exploser. Une démocratie avec un État qui n'a plus la main, aboutit à une démocratie qui fait élire des gens cinglés et de plus en plus extrémistes. Ceux qui respectent les droits, qui ont encore quelques valeurs, devraient particulièrement s'inquiéter.

Quels sont les points qui vous semblent les plus inquiétants ?

À l'arrière-plan de tout ça, vous avez deux choses. Pour commencer, la donne environnementale qui est vraiment très méchante. Selon le nouveau modèle de l'Institut Pierre-Simon Laplace, on aura atteint les deux degrés supplémentaires en

2040. Et deux degrés, c'est ce qui nous fait sortir du tunnel des variations de températures qui prévaut depuis le début du Quaternaire. En d'autres termes, on va sortir de l'ère d'adaptation de toutes les espèces qui vivent sur Terre, de façon progressive, avec un risque d'effondrement du vivant. Ensuite, vous avez en arrière-plan une menace de crise économique, avec 80 % de la richesse qui est purement spéculative. Parmi les milliards qui ont été injectés dans les banques, seuls 20 % sont allés dans l'économie réelle, le reste a nourri cette bulle spéculative. La financiarisation du monde est une catastrophe. Elle met tout le monde dans un état de vulnérabilité

extrême et détruit toutes les institutions.

Dans ce contexte, quelle place y-a-t-il pour le progrès aujourd'hui ? Doit-on le craindre ? La décroissance est-elle la seule solution pour résoudre le problème du changement climatique ?

Être décroissant par rapport aux flux de matière et aux flux d'énergie, de toute façon on n'a pas le choix. On va droit dans le mur, c'est tout ! La croissance actuelle, ce ne sont plus les infrastructures, ce sont tous ces petits objets inutiles qui sont jetés très rapidement. En réalité, ça n'a d'intérêt que commercialement, sans lien aucun avec l'augmentation du bien-être. Au



© New Straits Times/AFP

À l'heure où l'inaction politique rencontre l'ébullition de la rue, la nature, elle, se manifeste chaque fois de façon plus impressionnante.

moment des Trente Glorieuses, les appartements plus spacieux et l'électroménager de base ont franchement contribué à une amélioration du bien-être. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il n'y a aucune connexion entre l'augmentation du PIB et le bien-être. Il faudrait opter pour de nouveaux indicateurs. Parce que le PIB, ça détruit l'emploi, déstructure la société, ça rend plutôt les gens malheureux et ça surproduit des inégalités. Alors, je ne vois pas pourquoi on continuerait dans cette voie-là.

Vous avez récemment affirmé sur France 5 que lutter contre le changement climatique, c'est lutter pour la paix. Qu'avez-vous voulu dire ?

Il ne faut pas voir le changement climatique de manière isolée, mais en interaction avec l'effondrement du vivant, avec la pénurie sans doute à venir de beaucoup de ressources. Il faut faire face collectivement pour trouver une solution au problème, car si on opte pour le chacun pour soi, on arrive très facilement à la guerre. Dans le rapport sur le carbone de cet été, l'équipe mandatée par le GIEC a comparé les scénarios d'émissions et leurs effets climatiques, aux scénarios sociaux. On a celui de la collaboration internationale, de droits humains à la Greta, puis celui à la Trump, fondé sur le repli, l'égoïsme, la violence, la fin des droits humains, etc. Et en fait, le même scénario climatique voit ses résultats destructeurs amplifiés avec le scénario à la Trump, alors qu'au contraire, un scénario collaboratif réduit les dégâts. Finalement, c'est un petit peu l'intérêt de la collapsologie :

pas spécialement de faire peur, mais de prévoir comment s'adapter et de faire comprendre aux gens que la société que l'on a construite est vulnérable.

Est-ce « crétin » de taxer Greta Thunberg et d'autres militants écologiques de catastrophistes ?

C'est ridicule, c'est simplement des paroles d'ignares. Je crois d'ailleurs que plus la difficulté devient évidente, plus le déni se renforce. C'est une espèce de mécanisme psychologique. Le verrou cédera peut-être quand les gens prendront connaissance du changement avec leurs sens. Depuis les vagues de chaleur extraordinaires dans l'hémisphère Nord, alors qu'autrefois les canicules étaient très circonscrites, tout comme les inondations, on en parle davantage.

Est-ce que l'on connaît assez bien la technicité du problème ?

Non. Chaque fois que je discute de cela, ceux qui sont proches du pouvoir, qui ont des responsabilités, me donnent l'impression qu'ils ne sont pas bons sur le plan scientifique. Ils ne connaissent pas ces paramètres-là. Ils ne s'en occupent plus. Comme si les gens qui devenaient des politiciens professionnels s'éloignaient de la connaissance.

Certains craignent ce qu'ils appellent l'« écofascisme », autrement dit l'arrivée d'un autoritarisme vert. Que leur répondez-vous ?

Je n'y crois pas du tout ! Car le profil d'un dictateur n'a jamais été de se préoccuper des biens communs et de

la charité universelle. Donc, attendre de quelqu'un comme ça qu'il agisse pour l'environnement, ce n'est pas très raisonnable. C'est d'une naïveté extrême et c'est le jugement de gens très mal informés. Quand ils seront dans la mouise, ils vont se plaindre de ne pas avoir été informés. C'est très superficiel. Ils ne se sont jamais donné la peine de sortir de leur trou et de voir autre chose qu'une série Netflix, alors effectivement, on peut imaginer qu'on les ennuie. En fait, ce sont des gens qui idéologisent le problème, ils ne visualisent pas la base matérielle qui est derrière.

Mais la question ultime qui se pose, c'est de quelle manière accélérer le changement nécessaire, notamment face à des hommes de pouvoir comme Trump ou Bolsonaro qui dirigent de grands pays où leurs actions anti-climat ont des répercussions mondiales ?

Commençons par la forêt amazonienne. Techniquement, il faut savoir que les forêts dominantes vont de l'Atlantique à la cordillère des Andes. Cette continuité de la forêt rythme les cycles pluvieux, et si vous cassez cette continuité – et c'est déjà bien parti –, le mécanisme ne fonctionne plus. Ensuite, il y a un seuil à partir duquel la forêt s'assèche, disparaît et c'est la savane qui la remplace. Ce qui aboutit à un relargage de CO₂ et de méthane, gigantesque. C'est le cauchemar des scientifiques du climat et l'une des causes du basculement vers une planète étuve. C'est extrêmement dangereux, et cela bouleverse toute l'hydrologie mondiale. Donc il est

évident que les bêtises de ce fou de Bolsonaro peuvent avoir une incidence sur le monde entier, sans parler du massacre des Amérindiens. Quant à Trump, il est en train de pourrir tout l'Occident de façon très claire. Mais c'est le pays lui-même qui est malade, et le soutien apporté par l'ensemble des Républicains, en sachant qui il était, est symptomatique de la maladie morale de ce pays. De ce fait, le camp occidental a implosé à cause de lui. Les États-Unis s'effondrent tout simplement, c'est une sorte de cassure par rapport à son histoire et à ses traditions démocratiques.

Vous prônez l'écologisation de nos sociétés, est-ce compatible avec les valeurs humanistes ?

C'est tout à fait compatible avec les valeurs humanistes et je dirais même avec le meilleur des droits humains. C'est un Parlement informé sous pression citoyenne qui devrait légiférer sur ces questions-là, dans un monde normal. Les droits humains, il faut y tenir comme à la prune de nos yeux. Mais il faut simplement s'adapter en fonction des changements actuels, changer d'orientation en quelque sorte: ce qui nous rend humains, c'est plus d'accumulation de flux de bien-être, de retrouver l'harmonie avec la nature, d'être généreux avec les autres, c'est une société plus solidaire, plus intelligente et plus culturelle. Nous entrons dans une période où l'on va devoir rebattre les cartes, d'une manière aussi importante que ce fut le cas à l'époque néolithique. 🌱



Dominique Bourg,
« Le Marché contre
l'humanité », Paris,
PUF, 2019, 176 p.

Nouvelle série !

La dette coloniale, un braquage ancestral

S'il est une arme infiniment puissante qui maintient jusqu'à ce jour les anciennes colonies dans une conjoncture économique coercitive, c'est la dette. Les implications économiques de créances imposées aux États colonisés ont mené à des désastres sociaux que l'on observe encore aujourd'hui dans bon nombre de pays, notamment en République démocratique du Congo.

Par Cyril Wintjens
Stagiaire en journalisme

La décolonisation accomplie passera par la réappropriation matérielle, culturelle et culturelle des populations colonisées. Amílcal Cabral, le fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, affirmait que la colonisation était la mise à l'arrêt de l'histoire des pays colonisés et la libération, sa remise en marche¹. L'heure est donc à la restitution. Ces dettes coloniales, contractées par les États colonisateurs pour dominer les pays colonisés, se sont retrouvées dans les mains de ces derniers, à l'aune de leur indépendance. Ces pays doivent ainsi rembourser pour tous les crimes que d'autres pays leur ont infligés.

On peut citer le cas du Maroc qui, en 1860, se vit demander un dédommagement de la part de l'Espagne pour quitter le territoire de Tétouan, sous occupation espagnole depuis des années. Le Maroc emprunta de l'argent au Royaume-Uni, mais ne parvint pas à atteindre la somme attendue. Des

percepteurs espagnols furent alors envoyés aux douanes marocaines afin de lever des fonds. La Tunisie également, qui obtint son indépendance en 1960 et se vit contrainte de racheter ses propres terres agricoles à la France. N'ayant pas de fonds suffisants, elle se trouva dans l'obligation de contracter un prêt... à la France². La Belgique, par l'intermédiaire de Léopold II, qui s'endetta énormément sur le dos du Congo, ne fait pas exception.

Peu d'investissements

Selon Colette Braeckman, journaliste et responsable de l'actualité africaine au *Soir*, la Belgique n'a jamais vraiment investi au Congo, mais elle a pu en tirer d'énormes bénéfices : « D'après des études réalisées par la Banque centrale du Congo belge, le rendement des sociétés congolaises est de beaucoup supérieur à celui des sociétés opérant en Belgique voire à l'étranger. [...] Alors que les bénéfices des sociétés atteignent des sommets,

1 « Dettes coloniales et réparations », mis en ligne sur <https://bruxelles-panthere.thefreecat.org>, le 3 mai 2019.

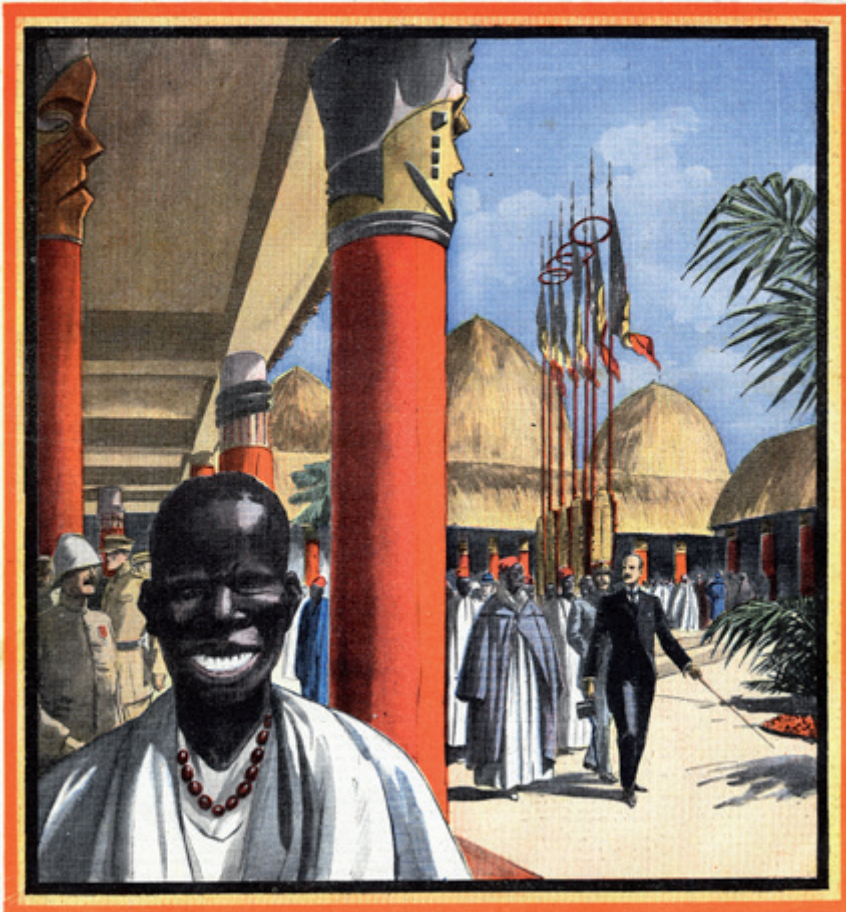
2 *Ibid.*

LE PETIT JOURNAL

HEBDOMADAIRE • 42^e Année
61, rue Lalayette, Paris

=ILLUSTRE=

26 Juillet 1931 - N° 2118
PRIX : 50 CENTIMES



AU PAVILLON BELGE, A L'EXPOSITION COLONIALE

Payer ou ne pas payer la dette ? Cette sempiternelle interrogation taraude les pays qui croulent sous son poids. Mais cela pose aussi la question de la responsabilité du pays colonisateur.

le Congo, lui, s'endette et les charges de sa dette publique représentent 374 millions en 1936. Réduit durant la guerre, l'endettement du Congo repart dès les années 1960, lorsque les autorités belges lancent le "plan décennal". Le Congo, une nouvelle fois, est obligé d'emprunter, et il le fait sur le

marché belge, plus cher que le marché international, américain en particulier. [...] Les historiens (Stengers, Van Tamsche) estiment qu'en tout et pour tout, l'entièreté des dépenses effectuées par la Belgique au Congo s'élève à 209 millions de francs or, soit 7 milliards de francs de 1957. Cette somme

représente moins d'un dixième des dépenses annuelles de l'État belge.» Et Stengers de conclure : «Le seul budget des pensions constitue chaque année pour la Belgique une charge presque double de ce que le Congo a coûté en septante ans...»³

L'histoire d'un pillage légalisé

Les sociétés belges basées au Congo faisaient donc trois fois plus de chiffres que les mêmes sociétés sur le sol belge, et ce, pour des investissements bien moindres. Mais d'où viennent alors les dettes publiques qui se sont accumulées si le Congo rapporte tant de richesses ? C'est là où le bât blesse : ces énormes dettes ont été contractées par Léopold II au début de sa conquête coloniale, avant de tomber sur le caoutchouc, en 1895. Cette découverte lui permettra ensuite d'engranger des «bénéfices» de quelques millions et, dans la foulée, de contracter de nouveaux emprunts.

Entre 1901 et 1908, le roi va en effet se procurer quelque 100 millions de francs de cette façon⁴. La loi spécifiait que la moitié de cette somme devait servir à bâtir des infrastructures congolaises. Elle servira plutôt à bâtir l'arcade du Cinquantenaire, réaliser des travaux à Laeken et au musée de Tervuren pour asseoir la légitimité du «roi bâtisseur». Ces dettes, toutefois, ont été elles-mêmes reprises par la Belgique à la fin de la souveraineté de Léopold II sur le territoire et à l'annexion du Congo comme colonie en 1908... et puis renvoyées à la jeune République démocratique du Congo

au moment de son indépendance cinquante et un ans plus tard.

Transfert de dette et soumission économique

Cent dix millions de francs, c'est la dette dont la Belgique hérita à la reprise du Congo de Léopold II. À cela s'ajoute une aide économique apportée aux projets architecturaux du roi. Cinquante millions et demi lui ont donc été fournis et investis dans son palais à Laeken. Selon l'historien américain Adam Hochschild, «il n'était pas question que ces sommes fussent payées par le contribuable belge. Elles devaient venir du Congo lui-même»⁵. Dans les faits, l'argent vient tout droit de la Banque mondiale, comme le reconnaissent les historiens de cette même banque : «Ces prêts qui servaient à alléger la pénurie de dollars des puissances coloniales européennes étaient largement destinés aux intérêts coloniaux, particulièrement dans le secteur minier, que ce soit par l'investissement direct ou l'aide indirecte, comme pour le développement du transport et des mines.»⁶

En tout et pour tout, le Congo belge a reçu 120 millions de francs en prêt (répartis sur trois fois). De cette somme, 105,4 millions ont été investis en Belgique. Les dettes contractées par les États coloniaux pour bâtir leur propre pays sont ensuite revenues aux pays colonisés pour les maintenir dans cette situation de soumission économique. Des dettes illégitimes... et pourtant, la logique se poursuivra par la suite. Mobutu, dictateur congolais au pouvoir pendant trente ans et soutenu

3 Colette Braeckman, «Congo rétro : une colonie qui n'a rien coûté à la Belgique», mis en ligne sur <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman>, le 2 avril 2010.

4 Jean Stengers, *L'action du roi en Belgique depuis 1831 : pouvoir et influence*, Gembloux, Duculot, p. 297.

5 Adam Hochschild, *Les fantômes du roi Léopold. Un holocauste oublié*, Paris, Belfond, 1998, p. 304.

6 «La dette extérieure de la RDC : une perte de souveraineté au profit des institutions bancaires internationales», mis en ligne sur www.alterinfo.net, le 13 mai 2008.

par les États-Unis dans un contexte de guerre froide, va également massivement recourir à des emprunts à la Banque mondiale. Emprunts que la Banque va accorder, tout en sachant qu'il s'agit d'un despote asservissant son peuple et profitant de cet argent pour son plaisir et sa gloire, comme Léopold II avant lui. Une dette odieuse, car source de souffrances pour la population, ce que n'ignoraient pas les protagonistes de ce choix.

Réguler les pays endettés

Mais dans un contexte de lutte contre le communisme, la Banque mondiale a jugé que Mobutu représentait un allié trop important pour lui refuser des prêts. Une fois le bloc de l'URSS démantelé, le soutien indéfectible des États-Unis va doucement s'affaiblir. La Banque mondiale commence alors à mettre en place des politiques d'ajustement structurel au Congo, qui permettront aux investisseurs étrangers de négocier à bas prix l'extraction des minerais stratégiques congolais⁷. Des réformes économiques nationales opérées par le FMI ou la Banque mondiale en vue de réguler l'attractivité économique des pays endettés, en somme. Ces principes de régulation sont simples : ouverture totale des marchés publics à des entreprises privées, dérégulation maximale de l'économie et marchandisation des biens communs, avec l'objectif rêvé d'accroître l'économie nationale. La logique libérale de la « main invisible » et d'un marché autorégulateur étant de mise. Mais un cercle vicieux s'est au bout du

compte installé : au plus le pays s'est engagé dans la « bonne » direction néolibérale, au plus a-t-il pu accéder à des crédits... qu'il devra rembourser. Ces politiques économiques, en dehors même d'être socialement mortifères pour des populations déjà fortement précarisées, posent question. De quelle marge de manœuvre dispose-t-on quand on est forcé de se soumettre à l'implacable loi du marché ? Aujourd'hui, apurer cette dette consisterait à hypothéquer l'avenir des Congolais.es. D'où la question : la payer ou pas ? ! Selon Joseph E. Stiglitz, ancien vice-président de la Banque mondiale et prix Nobel d'économie, la croissance économique est impossible sans annulation de la dette. 🌿

Décolonisons notre regard

Le 30 juin 1960, le Congo belge accédait à son indépendance, dans les circonstances que l'on connaît. À l'occasion des 60 ans de cet événement, *Espace de Libertés* vous propose une nouvelle série ayant pour thème le « regard décolonisé » que l'on peut porter sur différentes thématiques qui touchent encore la République démocratique du Congo, mais aussi la Belgique. Avec ce fil rouge : la Belgique a-t-elle réellement effectué son travail de mémoire par rapport à son passé et ses responsabilités de pays colonisateur ? Chaque mois, jusqu'à juin, nous vous proposerons donc une analyse sans tabous décryptant ces enjeux.

⁷ Damien Millet, « La dette Mobutu », mis en ligne sur www.cadtm.org, le 16 septembre 2004.

GPA : le ventre de la discorde

La gestation pour autrui n'est autorisée que dans quelques pays à travers le monde. Parmi eux, la Belgique où elle est tolérée, faute d'être légiférée. Un vide juridique – et une certaine réticence à le combler – qui pousse certains couples homosexuels à se rendre à l'étranger. Sujet éthiquement complexe, il ne fait pas consensus.

Par Pierre Jassogne
Journaliste

Maxime et Jean¹ vivent ensemble depuis huit ans. Dans quelques mois, le couple accueillera un petit garçon. Avoir des enfants est un projet qu'ils portent depuis longtemps. «Cela a pris pas mal de temps avant qu'on se lance dans sa concrétisation», raconte Maxime. Ils ont étudié toutes les pistes, y compris celle de famille d'accueil. «Mais nous avions la volonté de nous investir dans une relation avec un enfant, en étant parents à part entière, sans courir le risque qu'il puisse s'en aller un jour», poursuit-il. En fin de compte, la GPA s'est imposée à eux. D'abord en Belgique (où la gestation pour autrui ne bénéficie pas d'une législation spécifique: recourir à une mère porteuse y est toléré depuis une vingtaine d'années, NDLR): «Pendant une année, on a exploré ce qui était possible ici.» Une amie du couple souhaitait les aider en portant leur futur enfant. «Mais elle a finalement changé d'avis. En effet, sa famille n'était pas à l'aise avec cette démarche. On a dû laisser tomber alors que les procédures étaient bien avancées. Ce fut une déception,

mais nous comprenions la raison de ce refus.» Durant ses recherches, le couple a rencontré de nombreuses femmes qui étaient tentées et motivées par l'expérience, «mais nous avons dû constater, elles comme nous, que l'entourage était réticent à la GPA».

Après des mois et un projet toujours au point mort, le couple a décidé de se tourner vers les États-Unis où, contrairement à la Belgique, il est possible de rémunérer la mère porteuse. «La rémunération n'est pas une fin en soi, mais elle implique un accompagnement et un encadrement très important avec toute une série d'intermédiaires médicaux, sociaux ou psychologiques. Tout est quadrillé, avec des garde-fous aussi stricts qu'en Belgique», explique Maxime. «Nous avons besoin d'un cadre où tout était clair, et nous l'avons trouvé aux États-Unis. Le rôle des intermédiaires est fondamental pour accompagner la démarche le plus sereinement possible. Il y a effectivement de nombreuses questions qui se posent, très délicates, puisqu'elles touchent à

¹ Les prénoms ont été modifiés.

la santé, à l'intime, à la sexualité. Se retrouver devant des professionnels qui peuvent déjouer tous les pièges liés à la GPA permet d'éviter des risques inutiles pour tout le monde.»

Le coût du rêve américain

Ce processus coûte 160 000 euros. La mère porteuse en percevrait 30 000. «Elle est directrice des ressources humaines. Évoquer le seul critère de l'argent n'a pas de sens dans ce cas-ci. Elle rit des débats qui ont lieu en Europe. Je ne suis pas certain que sans cette compensation financière, elle se lancerait dans cette aventure, mais je suis convaincu que cette somme lui

permet de réaliser des projets personnels. Il n'y a pas de cynisme là-dedans, et étant donné la bonne relation que nous avons pu tisser avec elle, je n'en vois pas et n'en ressens pas non plus.»

Les États-Unis constituent d'ailleurs une destination privilégiée des couples, homosexuels notamment, qui recourent à la GPA. Didier Disenhaus a deux enfants nés outre-Atlantique. Un choix évident pour l'administrateur de l'ASBL Homoparentalités qui milite pour l'accès des couples LGBTQI+ à la parentalité. «Mon mari est américain et j'ai vécu aux États-Unis la moitié de ma vie. On y a de la famille. Le choix de



© Julian Stratenschulte/DPA Picture-Alliance/AFP

Sujet sensible, sujet tabou, la gestation pour autrui divise. Les points de vue s'affrontent, selon les vécus et les intérêts.

ce pays s'imposait à notre couple, vu l'encadrement qui y est proposé depuis des années. En Belgique, la pratique se fait dans quelques centres de reproduction, mais de façon extrêmement prudente et marginale.»

Une procédure très stricte

Pour chaque demande, un comité d'éthique doit en effet avoir donné son accord, et les couples, comme la mère porteuse – qui doit être parente ou amie du couple demandeur –, passent par un filtre médical et psychologique de plusieurs mois. «La plus grande prudence est de mise tant pour raison de santé que pour motif éthique, afin d'éviter des imbroglios juridiques qui mettraient les différents protagonistes en difficulté», rappelle Didier Disenhaus. Entre cinq et dix enfants naissent chaque année à Gand dans ce contexte. Depuis 2011, l'hôpital flamand accepte les couples homosexuels masculins, à charge pour eux de trouver des ovocytes. À l'hôpital Saint-Pierre de Bruxelles, en quinze ans de pratique, une vingtaine de bébés sont nés par GPA. Mais vu les critères sévères et la longueur des procédures, 40 % des couples abandonnent, tandis que seule la moitié des autres est acceptée. La pratique est loin d'être massive, tant pour les hétérosexuels que pour les homosexuels.

Un vide juridique à combler ?

La gestion pour autrui est pourtant l'une des rares façons d'être parent pour les couples homosexuels, raison pour laquelle l'ASBL milite pour qu'ils bénéficient d'un cadre législatif qui

balise les procédures. «Il faut s'assurer que la pratique respecte une éthique positive et que toutes les parties impliquées soient protégées.» Selon lui, l'absence de législation en la matière constitue un choix politique ouvrant la voie tant à une possible exploitation commerciale des plus faibles qu'à des aventures risquées, peu réfléchies ou mal préparées, qui causent parfois des dégâts humains considérables.

Confrontés à ce vide juridique, et à la difficulté d'avoir accès à la GPA en Belgique, les couples LGBTQI+ désireux d'être parents se tournent donc vers l'étranger, États-Unis et Canada en tête. Une pratique courante, mais pas sans peine, poursuit Didier Disenhaus. «Les couples qui profitent de la GPA à l'étranger sortent d'une législation connue. Le pays où le projet parental voit le jour n'est pas celui où l'enfant grandira. Par conséquent, cela implique de se renseigner sur la compatibilité des lois du pays hôte. Toutefois, sans constituer des exemples parfaits, là où elle est organisée de façon professionnelle comme aux États-Unis, et là où la motivation des mères porteuses n'est pas exclusivement financière, les procédures de GPA se déroulent le plus souvent dans des circonstances qui offrent beaucoup de garanties éthiques et juridiques à toutes les parties concernées.»

Si Didier Disenhaus constate que l'opinion publique est moins réticente sur le sujet qu'il y a dix ans, il n'y a en parallèle pas de volonté politique d'avancer. «Depuis 2014, et une étude du Sénat sur le sujet, le dossier stagne.» Selon lui, le législateur devra tôt ou tard tran-

cher sur le sujet, raison pour laquelle il en appelle à une protection juridique forte mettant la loi du côté des femmes s'engageant dans cette démarche, tout en veillant à la protection des droits de l'enfant à naître. «L'ASBL souhaiterait que la procédure soit accessible à toute personne en situation d'infertilité médicale ou sociale. Ceci constituerait un signal fort de la société indiquant que, sans pour autant octroyer un droit à l'enfant, tous les moyens possibles sont mis à disposition de ceux désirant fonder une famille.» Il ajoute: «Chaque femme doit pouvoir disposer de son corps comme elle l'entend et avoir le choix de vivre ou non une grossesse selon ses propres termes et valeurs, sans se voir imposer une définition unique et limitative de celle-ci.»

Pas de ventre à louer !

Un message à l'endroit des associations féministes pour qui la GPA suscite de nombreuses inquiétudes. Dans leur Mémorandum 2019, les Femmes prévoyantes socialistes rappelaient, par exemple, leur lutte contre une appropriation du corps des femmes. «Et nous refusons de devoir ajouter à cette liste la gestation pour autrui. Nous plaillons pour l'adoption de dispositions en vue d'encadrer strictement la GPA en en limitant la pratique aux centres qui la pratiquent déjà.» Les FPS condamnent par ailleurs l'exploitation commerciale. «En effet, cette forme d'exploitation des femmes vient s'ajouter à la brutalité des rapports sociaux de classe: sauf dans quelques cas exceptionnels, purement altruistes, ce sont bien des femmes pauvres qui mettent à disposi-

tion leur corps à des couples, homos ou hétéros, plus aisés.»

Selon l'administrateur d'Homoparentalités, la pratique est beaucoup plus altruiste qu'on ne le pense généralement: «Il ressort à l'écoute d'un nombre croissant de témoignages ainsi qu'à la lecture d'études scientifiques sur le sujet qu'une procédure de GPA bien encadrée peut constituer une démarche épanouissante pour toutes les parties concernées.» Beaucoup de militant.e.s féministes, en revanche, remettent en cause cette vision altruiste de la GPA. C'est le cas de Valérie Lootvoet de l'Université des femmes²: «La GPA finit toujours par s'inscrire au cœur d'un marché, par exemple via un système de compensation sous forme de cadeaux. [...] C'est impossible à réguler. Une loi ne pourra pas éviter ces dérives. Cela crée aussi un appel d'air vers les mères porteuses étrangères, les "locales" étant en nombre insuffisant pour répondre à la demande. D'où un risque de récupération par des filières de traite des êtres humains. [...] Une loi d'encadrement de la GPA aurait pour principal effet de la légitimer, de favoriser la demande et donc de développer le marché auquel on prétend vouloir échapper. Dès lors, mieux vaut ne pas légiférer ou alors ne le faire que pour interdire.»

Ainsi, pour certain.e.s militant.e.s féministes, la GPA est tout sauf une piste d'émancipation pour les femmes. Cette méthode de procréation médicalement assistée renvoie à l'épineuse question du choix, tantôt libre et éclairé, tantôt soumis à des contraintes assimilées ou extérieures. ♣

2 «Non à la "maternité d'exploitation"», dans *Ensemble*, n° 93, avril 2017.





60 Légaliser pour mieux encadrer

63 Les noirs desseins d'Erdoğan

67 L'État polonais au service de l'Église

Légaliser pour mieux encadrer

Après l'Uruguay, le Canada, la Jamaïque et plus d'une dizaine d'États nord-américains, le Grand-Duché de Luxembourg est prêt à emboîter le pas de la légalisation : avec sa récente proposition de loi, le gouvernement luxembourgeois veut encadrer la consommation, la production et la distribution de cannabis à usage récréatif.

Grégory Lambrette

Chargé de direction, psychologue et psychothérapeute -
Quai 57 - Arcus ASBL¹

La finalisation d'une réglementation relative au cannabis à des fins «non médicales» doit prochainement voir le jour au Grand-Duché de Luxembourg. Dans le prolongement de ce «changement de cap» que l'on peut observer aujourd'hui en plusieurs endroits du globe à l'égard du cannabis à usage récréatif, le Grand-Duché de Luxembourg a décidé de réviser un modèle dérivant d'une stratégie antidrogue menée par l'Union européenne depuis plusieurs décennies maintenant et qui, formellement, visait à lutter contre les toxicomanies. Réduire l'offre et la demande en étaient fort logiquement les objectifs opérationnels. Or, point n'est besoin de le rappeler, la prohibition n'est pas une bonne réponse, car elle ne protège personne, coûte cher, épuise les forces de l'ordre, sature le système de la justice, et favorise les inégalités sociales et raciales face au droit, pour finalement échouer à

réguler, pour reprendre le constat dressé par Marie Jauffret-Roustide et Jean-Marie Granier². Ce constat n'est pas neuf. Mais l'heure est peut-être au changement.

«Dépénaliser, voire légaliser»

En s'ouvrant pourtant au cannabis à usage thérapeutique en juillet 2018, le Grand-Duché a laissé augurer – comme nombre d'autres pays qui ont légalisé l'usage thérapeutique de cannabis avant de passer à son usage récréatif – une certaine inflexion portée par une «pression populaire». Épinglons, par exemple, la pétition n° 1031. Celle-ci porte sur l'usage récréatif de cannabis et a récolté plus de 7 300 signatures, ce qui montre à l'échelle du Grand-Duché, la relative pression que la société peut exercer sur les politiques à ce sujet. D'où le signe d'une volonté politique plus progressiste sur cette question ? Le

¹ Centre de consultation en addiction au Grand-Duché de Luxembourg.

² Marie Jauffret-Roustide et Jean-Marie Granier, «Repen- ser la politique des drogues», dans *Esprit*, n° 2, pp. 39-54.

projet de texte est explicitement inscrit au sein du programme gouvernemental actuellement en cours et de l'accord de coalition 2018-2023 des partis politiques portés au pouvoir. Par conséquent, dans un délai de quatre ans, une loi sur la culture, la vente, la possession et la consommation de cannabis à usage récréatif devrait voir le jour, et ce, sous certaines conditions.

Les principaux «objectifs seront de dépénaliser, voire de légaliser sous des conditions à définir, la production sur le territoire national de même que l'achat, la possession et la consommation de cannabis récréatif pour les besoins personnels

des résidents majeurs. Mais aussi d'éloigner les consommateurs du marché illicite, de réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques inhérents et de combattre la criminalité au niveau de l'approvisionnement. À cette fin, il s'agira d'instaurer, sous le contrôle de l'État, une chaîne de production et de vente nationale et de garantir ainsi la qualité du produit. Les recettes provenant de la vente du cannabis seront également investies prioritairement dans la prévention, la sensibilisation et la prise en charge dans le vaste domaine de la dépendance»³. Cette modification législative devrait entraîner un certain nombre de changements (juridique,

³ Accord de la coalition 2018-2023 (Luxembourg), p. 105.



© Miguel Medina/AFP

Réputé conservateur, le Grand-Duché de Luxembourg s'est pourtant ouvert à l'usage du cannabis thérapeutique et une proposition de loi est sur la table concernant son usage récréatif.

Chaque adulte résidant au Luxembourg devrait être autorisé à cultiver, à acheter, à posséder et à consommer du cannabis à des fins personnelles.

économique, etc.) ainsi qu'un ajustement des pratiques sociosanitaires s'inscrivant elles dans une stratégie globale de prévention, de réduction des risques et d'interventions liées au traitement des addictions.

Le Canada comme source d'inspiration

Pour l'heure, c'est essentiellement du modèle canadien que le projet de loi en préparation semble s'inspirer. Il y a alors tout lieu de penser que les axes qui seront développés viseront à réglementer la possession, les échanges, les achats, la vente, la culture et la fabrication de cannabis ; à protéger la jeunesse ; à protéger et favoriser la santé publique ; à réduire les activités criminelles ; et enfin, à produire le cannabis.

Un accès interdit pour les mineurs et contrôlé pour les adultes constituerait les balises d'une politique nouvelle ayant pour objectif de «légaliser pour mieux encadrer»⁴, selon les termes d'Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. Il apparaît, en fonction des informations dont nous disposons à l'heure actuelle, que l'usage récréa-

tif de cannabis serait accessible à partir de 18 ans, pour des raisons constitutionnelles. Chaque adulte résidant au Luxembourg devrait être autorisé à cultiver, à acheter, à posséder et à consommer du cannabis à des fins personnelles, et ce, de manière limitée. Il n'est donc nullement question de développer ou de favoriser un «tourisme» autour de cette drogue et encore moins d'ouvrir ce marché aux travailleurs frontaliers. On peut raisonnablement penser que les autorités réglementeront également de manière très stricte toute publicité autour du cannabis afin d'éviter toute action pouvant être interprétée comme une incitation. Toute consommation ne pourra se faire que dans un cadre privé. Il n'est pas envisagé de voir se développer des *coffee shops* version luxembourgeoise. Au-delà des mesures à prendre afin de satisfaire, à partir d'une production qui se veut locale, un marché qui reste nébuleux en son nombre exact de clients potentiels, les rentrées financières que ce «nouveau» commerce devrait générer seront destinées à renforcer la prévention et la recherche dans le champ des addictions.

Ce projet en gestation aboutira-t-il ? et sous quelles formes ? Il serait erroné d'évoquer un changement de paradigme à proprement parler si réduire l'offre comme la demande reste à terme l'objectif déguisé d'une politique prohibitionniste qui tairait son nom. 🌿

4 Ivana Obradovic, « La légalisation du cannabis au Canada », Observatoire français des drogues et des toxicomanies, note n° 2018-04, 2018.

Les noirs desseins d'Erdoğan

Prendre sa revanche sur l'Occident est devenu son leitmotiv. Il mise sur sa popularité et sa crédibilité économique pour asseoir son modèle idéologique et politique. Ce n'est pas tant la dimension économique que la volonté de renouer avec le passé dynastique de l'Empire ottoman qui intéressent l'ancien imam élu Premier ministre en 2003. À mille lieues de la laïcité.

Par Djemila Benhabib
Écrivain, politologue et chargée de mission - CAL/COM

Dans les allées encombrées du grand magasin Axess de la rue Gallait à Schaerbeek, les articles s'entassent les uns sur les autres. L'organisation est, néanmoins, impeccable. Dans ce souk oriental, les employés sont aux petits soins avec leurs clients. Pour les locuteurs turcophones, la complicité est presque instantanée. Pour remplir une maison vide, c'est, franchement, l'idéal. Il y a de tout. Ça tombe bien. Je suis à la recherche d'électroménagers. De petits appareils. Pas chers, si possible. «Alors, sans hésitation, prenez ça», me conseille le vendeur, en me montrant un aspirateur de taille moyenne. Je ne connais pas cette marque: AVV. «C'est turc!» répond-il fièrement. «Ah! Et c'est fiable?» demandé-je un peu gênée. «En Turquie, ça marche bien, tout le monde l'achète», renchérit le jeune homme pour me rassurer. Les produits de ce label sont, surtout, très abordables. Ses prix sont imbattables, souvent divisés par deux ou trois comparative-ment à d'autres marques européennes,

américaines ou asiatiques. Voilà de quoi inciter les plus rétifs à la frénésie de l'achat!

Monsieur Propre, imam d'Istanbul, sultan néo-ottoman

En Turquie, cet éveil économique a créé les conditions de l'émergence d'une véritable classe moyenne que Erdoğan a sortie de la misère, propulsée dans le marché, la consommation, le crédit... Et qu'il sollicite, bien entendu, à chaque élection, depuis l'arrivée de son parti – le Parti de la justice et du développement (AKP) – au pouvoir en 2002. Pour bien saisir le succès du maître d'Ankara, il faut décrypter son rapport à l'économie qui passe, à ses débuts, par un discours véhément à l'endroit de la corruption et des corrompus. Au fil du temps, «Monsieur Propre» a fidélisé ses bonnes gens. Il veille aussi à prendre soin d'une catégorie bien spéciale: celle des entrepreneurs, petits et grands, sur lesquels il peut compter, le moment



© Mustafa Kamaci/Anadolu Agency/AFP

Erdoğan et laïcité: ça ne rime pas! Et pour cause, ce n'est pas vraiment son dada...

venu, pour financer ses campagnes électorales. L'AKP qu'il crée en 2001 remporte, presque, immédiatement un vif succès avec une opposition réduite à peu de chagrin. Les capitaux étran-

gers affluent, le système bancaire est réformé, les conditions d'acquisition du crédit sont assouplies. Résultats: le pays triple son PNB, s'urbanise et s'offre de solides infrastructures. De

fructueux contrats se multiplient. Rien n'est trop grand. Surtout, rêvons! On dote Istanbul d'un troisième pont sur le Bosphore, on construit une mosquée géante et un nouvel aéroport.

Cette piquêre des grands projets, Erdoğan l'attrape alors qu'il est à la tête de la plus puissante métropole du pays, Istanbul (plus de 18 millions d'habitants en 2019), de 1994 à 1998. De son propre aveu, il déclare: « Je suis l'imam d'Istanbul. » Dans un moment d'emballement avec ses partisans, il fait un faux pas et se met à étaler publiquement sa stratégie, reprenant à son compte un célèbre poème: « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats. » Il en paie le prix et fait de la prison pendant quelques mois. L'expérience lui sert de leçon. Lorsqu'il refait surface, il se distancie de ses anciens compagnons islamistes, joue la carte de la «modération» et revisite le concept de démocratie islamique (islam modéré) faisant un parallèle avec la démocratie chrétienne pour laquelle il n'a que de bons mots. Il a trouvé le ton et la voie.

Depuis, la folie des grandeurs ne l'a jamais plus quitté. Il se voit sultan. Il fait construire un gigantesque palais sur l'un des rares espaces verts d'Ankara. Le Conseil d'État sort le drapeau rouge et déclare le projet illégal. Il n'en a que faire. Il ordonne aux bulldozers de préparer le terrain. En 2014, le palais qui s'étend sur 200 000 mètres carrés, avec plus de mille pièces, est prêt. Il a coûté près de 500 millions d'euros. Quelle bagatelle!

À contre-courant : Kemal, le père fondateur

Le sultan rêve d'une nouvelle Turquie. Bien éloignée de celle de son père fondateur Kemal Atatürk (père des Turcs), amateur de poèmes et de raki (l'alcool national turc), admirateur de John Stuart Mill, de Napoléon premier et passionné par la Révolution française. Durant près de mille ans, l'islam sunnite a été le fondement de l'ordre politique, social et culturel de l'Empire ottoman. Pour Erdoğan, il s'agit « simplement » de revenir à l'ordre « naturel » des choses. Liquider le modèle du père de la nation pour y substituer celui des Frères musulmans: ultralibéral du point de vue économique, autoritaire et brutal pour la gouvernance et résolument islamique s'agissant de l'identité. En rupture avec l'identité nationale de la Turquie moderne issue du traité de Lausanne (1923) qui s'est forgée sur la laïcité, l'émancipation et la visibilité des femmes dans l'espace public, l'abandon des marqueurs extérieurs de la tradition islamique, l'abolition des cours chariatiques, l'adoption d'un droit civil sur le modèle suisse, le développement d'un système éducatif imprégné de la modernité des Lumières, le remplacement de l'alphabet arabe par l'alphabet latin, l'adoption du calendrier grégorien et du dimanche comme jour de repos hebdomadaire.

Mû par une insatiable volonté de puissance, le surhomme se consacre pleinement à l'essor de son pays sur la scène internationale. Il répète les apparitions au G20, à l'OTAN (dont

la Turquie est la deuxième armée, c'est-à-dire la deuxième plus grande contributrice de forces, NDLR), à l'OCI (Organisation de la coopération islamique) et renforce sa présence en Afrique, en Asie et dans les Balkans. Grâce à Ahmet Davutoğlu, son très influent ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014, la Turquie redynamise son réseau diplomatique et devient le cinquième au monde avec 239 ambassades et consulats. Face à ses partenaires européens, l'homme fort d'Ankara multiplie les gages de bonne conduite, les rassure, souffle le chaud et le froid, brouille les cartes, négocie en tête à tête avec Angela Merkel la question de la crise migratoire (4 millions de réfugiés syriens en Turquie).

Le déclin d'un effroyable système

Tout ceci, c'était avant que les ennuis ne commencent avec l'émergence des printemps arabes et la guerre en Syrie en 2011, puis la création du califat de Daech en juin 2014. S'en est suivi son soutien aux Frères musulmans en Égypte et en Tunisie, son rapprochement avec le Qatar, l'Iran, la Russie. Après une époque de faste arrive une période de grand froid marquée par le désamour avec Donald Trump qui décrète en novembre 2018 une forte augmentation des taxes à l'importation sur l'acier et l'aluminium turcs. Le pays déjà fragilisé plonge dans la récession. Tous les indicateurs sont au rouge : dépréciation massive de la livre turque, forte inflation, chute des dépenses de consommation et explosion du chômage. Seul espoir,

le tourisme, qui se maintient avec 45 millions de visiteurs en 2018.

Le fondateur de l'AKP a la peau dure. Il a réussi à formater le pays à son image. Il a survécu au coup d'État de 2016, mis au pas l'armée, changé la Constitution, islamisé les institutions, neutralisé et embastillé les opposants, organisé les purges au sein de l'appareil de l'État, déclaré la guerre aux journalistes, encouragé des groupes religieux, créé un énorme réseau de trafic et d'influence, massacré les Kurdes, envahi une partie de la Syrie, introduit le voile au Parlement, dans les universités et à la fonction publique, modifié les programmes scolaires en 2017, faisant place à la notion de djihad et supprimant toute référence à la théorie de l'évolution de Charles Darwin, la remplaçant par le créationnisme.

Ce système brutal et corrompu a donné des munitions à ses opposants. En juin dernier, un espoir est né avec Ekrem Imamoğlu, le nouveau maire d'Istanbul. Cet entrepreneur de 49 ans, père de trois enfants, musulman pratiquant et digne héritier du kémalisme, est sorti de l'ombre pour faire renaître Les Lumières. Pour Erdoğan, est-ce le début de la fin ?

De mon côté, je quitte le magasin chargée comme un mulet. « *Sağol* » (merci), me dit tout sourire le vendeur qui me raccompagne jusqu'à la voiture de mon amie. « *Güle güle* » : c'est l'au revoir de celui qui reste. 🌹

L'État polonais au service de l'Église

En Pologne, l'augmentation des poursuites judiciaires pour « offense aux sentiments religieux » illustre la relation étroite entre les autorités actuelles et l'Église catholique, dans une identification de la religion à l'identité nationale, menaçante pour les droits des citoyens.

Par François Finck
Délégué « Europe & International » - CAL/COM

« Qui lève la main sur l'Église lève la main sur la Pologne ! » La déclaration de Jarosław Kaczyński, chef du parti Droit et Justice (PiS), lors de la cérémonie organisée à l'occasion du 24^e anniversaire de la création de la traditionaliste Radio Maryja, en décembre 2015, illustre parfaitement la conception des relations entre l'Église et l'État du pouvoir polonais actuel. Le *de facto* leader de l'État a poursuivi : « L'Église et son enseignement sont le fondement de la polonité, et il ne peut exister de Pologne sans l'Église. » De manière générale, la séparation « amicale » de l'Église et de l'État est devenue une fiction ; la défense de l'Église catholique, de son influence et de ses dogmes est prise très au sérieux par l'« État PiS ». L'identité religieuse sert à légitimer la rhétorique nationaliste, en échange d'un accès privilégié au pouvoir pour les organisations catholiques les plus conservatrices.

La confluence des thèmes et des termes utilisés par le parti et l'épisco-

pat est telle qu'un observateur averti a pu écrire qu'« on peut parfois avoir l'impression que Kaczyński est le véritable chef de l'Église catholique en Pologne » ! Il est donc difficile de démêler les fils de cette complicité entre l'Église et le parti au pouvoir. Quoi qu'il en soit, ce mélange des genres politique et religieux est hautement toxique, et menace les libertés, notamment d'expression et de religion et de conscience.

Une répression du blasphème...

L'article 196 du Code pénal, qui punit l'« offense aux sentiments religieux », a donné lieu à de nombreuses poursuites, même avant l'arrivée au pouvoir de Droit et Justice¹. Un cas emblématique et fortement médiatisé est celui de la chanteuse Doda, poursuivie pour s'être moquée de la Bible dans une interview. Elle a été condamnée à une amende par les tribunaux. Son recours a été rejeté par la Cour constitutionnelle polonaise, qui a jugé, en octobre 2015, que l'ar-

¹ Article 196 du Code pénal : « Qui offense les sentiments religieux d'autres personnes, en insultant publiquement un objet d'adoration religieuse ou un endroit consacré à la célébration publique de rituels religieux, est passible d'une amende ou d'une peine privative de liberté allant jusqu'à deux ans. »

ticle 196 du Code pénal était conforme à la Constitution. L'affaire est actuellement pendante devant la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour de Strasbourg aurait là une occasion d'affirmer l'importance de la liberté d'expression, mais sa jurisprudence sur le sujet est particulièrement pusillanime.

... de plus en plus systématique et brutale

En outre, ces dernières années, les poursuites ont été rendues plus nombreuses par l'activisme de groupes extrémistes, qui invitent leurs membres à leur signaler d'éventuels « délits » pour en informer systématiquement les autorités judiciaires. De multiples affaires ont lieu dans un contexte politique pesant, marqué par la mise au pas de l'institution judiciaire, la politisation de l'appareil d'État et l'alliance du gouvernement et de l'épiscopat.

Autre signal inquiétant : Elżbieta Podleśna, militante active dans les manifestations pour le respect de l'État de droit, a été arrêtée à son domicile – qui a été perquisitionné –, placée en garde à vue pendant plusieurs heures puis inculpée pour avoir collé devant une église des images représentant la Vierge noire. Une image pieuse très populaire, entourée des couleurs de l'arc-en-ciel associées au mouvement pour les droits des personnes LGBTQI+. Plus encore que son inculpation, c'est son arrestation et sa garde à vue – une première pour une affaire de ce genre –, qui ont choqué. Pour de nombreux

analystes, l'offense aux sentiments religieux a été utilisée pour intimider une personne active dans l'opposition.

Par ailleurs, en poursuivant la simple association d'une image pieuse et des couleurs de l'arc-en-ciel, l'accusation réprime tout ce qui s'éloigne d'une version tolérante de la religion. Dans les termes d'une analyse préparée par l'organisation conservatrice *Ordo Juris*, Elżbieta Podleśna aurait commis une « profanation » qui est « offensante », car « ces mouvements [LGBTQI+] affirment des comportements contraires à l'éthique catholique ». Par ces poursuites, c'est toute la puissance de l'État qui est utilisée pour faire respecter des conceptions religieuses rigoristes. L'État se met au service de l'Église, et de sa tendance la plus conservatrice et « nationale-catholique ».

Persécution d'un culte dissident

Et cette tendance semble vouée à s'accroître. Le 8 juin 2019, le prêtre, militant LGBTQI+ et ancien évêque de l'Église catholique œcuménique unie Szymon Niemiec a célébré la messe pendant la Gay Pride de Varsovie, dont il est un des fondateurs. Cette Église, dont la branche polonaise s'est dissoute en mars 2019, partage la plupart des articles de foi et des rites de l'Église catholique romaine, mais en étant indépendante et beaucoup plus libérale sur les questions de mœurs. L'épiscopat a ici encore fait preuve de son intolérance en déclarant que ladite messe était une « offense à Dieu et aux



Quand l'État s'immisce dans les affaires religieuses, c'est parfois pour soutenir l'Église et s'en servir. Tout le contraire des bonnes pratiques démocratiques en somme.

croissants». Des poursuites ont été lancées pour «insultes» à la messe catholique. Pour la première fois, cette disposition a donc été utilisée contre un prêtre d'une autre dénomination. Le système judiciaire sort complètement de son rôle en protégeant le monopole de l'Église sur le rite de la messe et en combattant une Église dissidente. L'État s'immisce dans des questions purement théologiques. Ces poursuites violent de manière flagrante la liberté de conscience et de religion. De plus, l'acte d'accusation a été préparé sur la base de l'opinion d'un «expert» censément neutre: un professeur d'une université catholique... L'Église est ici à la fois juge et partie.

Cette répression systématique de toute critique et dissidence traduit la grande nervosité de l'Église catholique polonaise et de ses soutiens au sein du gouvernement. À la suite des nombreuses révélations d'abus sexuels commis sur des mineurs par des prêtres, l'Église fait face à une baisse continue du nombre de fidèles et à des critiques de plus en plus ouvertes dans la population. Ce raidissement traduit une perte d'influence historique de l'Église en Pologne, mais dans l'immédiat, il cause des violations de droits fondamentaux des personnes qui en critiquent l'emprise. ✝

72 Développement personnel :
la vérité est en soi

75 Le clitoris en tête d'affiche



Développement personnel : la vérité est en soi

La lecture d'ouvrages censés aider à améliorer la connaissance de soi et à valoriser ses talents et potentiels pour une meilleure qualité de vie est une pratique un peu cachée... et pourtant en plein essor. À l'intérieur de ces livres, la même promesse : la situation a beau être désespérée, vous pouvez y remédier.

Par Julie Luong
Journaliste

Cessez d'être gentil : soyez vrai !, S'affirmer et oser dire non, Réussir son couple, Un merveilleux malheur : les titres prêtent à sourire, mais les chiffres de vente, eux, exaltent carrément les éditeurs. Balayant l'amour, le travail et la famille comme trois sphères aussi célestes qu'entièrement maîtrisables (fût-ce par le « lâcher-prise »), les ouvrages de développement personnel vont des plus respectables – Boris Cyrulnik en tête – à la plus suspecte tambouille *New Age*. Tous sont cependant construits sur deux postulats identiques : il n'y a pas de malheur auquel vous ne puissiez rien faire et il n'y a pas de malheur dont vous ne puissiez rien faire. Une philosophie du bonheur qui agace prodigieusement certains intellectuels, comme la Française Julia de Funès à qui l'on doit *Le Développement (im)personnel : le succès d'une imposture*¹ : « C'est une littérature qui se veut émancipatrice et qui est en fait une forme d'asservissement », expliquait-elle récemment au micro de France Inter, rejoignant

les critiques classiquement adressées à ce type d'ouvrages : ils renforceraient l'individualisme de nos sociétés tout en manipulant les masses, façon nouvel opium. La philosophe n'hésite pas à parler du « vide inter-sidéral » de ces textes qui prétendent s'adresser à chacun et chacune mais valoir pour tout le monde. Pour Nicolas Marquis, sociologue à l'Université Saint-Louis, auteur de *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*², cette critique sur le contenu passe à côté de l'essentiel : « Il y a peut-être plein de bêtises dans ces ouvrages, mais de mon point de vue, c'est comme une partition de musique. Tant que personne ne la joue, c'est un texte mort. Ce qui est intéressant, c'est de voir ce que les gens en font. Il y a une dimension de performance. »

Experts d'expérience

Car on ne tombe pas dans le développement personnel par hasard.

1 Julia de Funès, *Le Développement (im)personnel : le succès d'une imposture*, Paris, éditions de l'Observatoire, 2019.

2 Nicolas Marquis, *Du bien-être au marché du malaise. La société du développement personnel*, Paris, PUF, 2014.

Parmi les lecteurs interviewés par Nicolas Marquis, beaucoup ont entrepris leur première lecture au moment où ils se trouvaient dans une impasse. «La plupart du temps, il y a une brèche. Ça allait, et puis un jour, ça ne va plus. Les solutions qui fonctionnaient avant ne sont plus efficaces. Beaucoup de lecteurs se défendent d'ailleurs de leur investissement. Ils disent: "Je n'y croyais pas et pourtant ça a marché"», commente le chercheur qui parle d'une «attente d'efficacité» dans le chef de ce lectorat. Julia de Funès s'indigne pour sa part qu'on puisse se réfugier dans ces discours qui flattent notre narcissisme plutôt que de consulter un psychiatre. «Le développement personnel a justement très bien compris qu'aujourd'hui, on accepte de moins en moins que quelqu'un vienne nous dire ce qui est bon pour nous», rebondit Nicolas Marquis. «Nous préférons désormais les relations horizontales plutôt que verticales. Les auteurs de ces ouvrages ne se légitiment pas par le capital culturel classique mais par l'expérience. C'est la logique de l'expertise par les pairs: les personnes qui peuvent vraiment vous aider, ce sont les personnes qui sont déjà passées par là.»

Selon la logique du développement personnel, il n'est pas de problèmes sans solution, et pas de solution qui ne soit déjà «en vous». Votre travail vous déprime à mourir? Si vous ne pouvez pas en changer, vous pouvez au minimum «modifier votre regard sur la situation». Idem pour votre conjoint, votre mère et vos enfants.



© Microgen Images/Science Photo Library

*Moi et ma précieuse intériorité, nous sommes à cultiver.
Une nouvelle quête de sens et d'identité.*

Tout serait une question de perspective, mais tout aurait aussi un sens! «Le développement personnel brouille complètement les cartes par rapport aux lignes de fracture classique de la psychologie, entre d'une part les théories psychodynamiques et d'autre part les thérapies cognitivo-comportementales: il mange à la fois au râtelier du sens et au râtelier du fonctionnement», appuie Nicolas Marquis.

Le développement personnel n'est pas une religion au sens monothéiste mais plutôt une théodicée, c'est-à-dire une pensée qui explique la répartition du malheur et du bonheur.

Le potentiel caché

Sommes-nous pour autant dans un système moins normatif que celui de la psychiatrie, des religions ou des doctrines philosophiques ? « En apparence, oui, car les ouvrages de développement personnel prétendent travailler sur les moyens et non sur les buts. Mais en réalité, eux aussi proposent une vision de la vie bonne : la vie bonne, c'est la vie que vous avez choisie, dont vous pouvez répondre. Mais il y a plus : c'est une vie vécue au maximum de ses possibilités, c'est-à-dire une vie sans regret. » Dans cette logique, le renoncement, traditionnellement considéré par la psychanalyse comme le signe de la maturité, devient symptôme d'immaturité. En revivifiant nos fantasmes de toute puissance, le développement personnel appelle à une extension du moi, dans laquelle l'humilité n'a pas sa place. « Ce n'est pas une pensée du bien-être mais du mieux-être : même si vous estimez aller extrêmement bien, vous pouvez encore aller mieux ! »

Cet appel à un accroissement des richesses intérieures ne peut être compris qu'en regard de notre orga-

nisation sociale. « Nous vivons dans des sociétés individualistes, c'est-à-dire des sociétés où “théoriquement”, nous sommes tous égaux. Sauf qu'en pratique, nous sommes tous inégaux. Nous vivons donc dans une tension qui, dans les sociétés inégalitaires et holistes, était réglées par le statut : si vous étiez inégaux de fait, c'est parce que vous étiez inégaux de droits », analyse Nicolas Marquis. Aujourd'hui, chaque individu est au contraire sommé de définir lui-même qui il est par rapport aux autres, mais aussi de comprendre pourquoi sa situation est telle qu'elle est. « Le développement personnel n'est pas une religion au sens monothéiste mais plutôt une théodicée, c'est-à-dire une pensée qui explique la répartition du malheur et du bonheur. Et qui l'explique à partir d'une règle : tout le monde a un potentiel caché. »

Un potentiel qu'il serait possible de racler jusqu'à la moelle, loin de l'idée que quelque chose demeure toujours en nous de plus grand que nous, inaccessible et mystérieux – loin, en somme, de toute dimension spirituelle. Non seulement la solution est en vous mais la vérité n'est pas ailleurs. Selon le sociologue, « dans cette logique, ceux qui sont plus heureux que moi sont simplement ceux qui ont davantage profité de leurs potentialités ». Quant à ceux qui sont plus malheureux, ils peuvent toujours se plaindre, mais ni trop fort ni trop longtemps : on leur enjoindra plutôt de prendre leur destin en main. Et de commencer par lire un ouvrage de développement personnel. ✿

Le clitoris en tête d'affiche

Dans l'intimité de leur chambre, douze jeunes femmes parlent de leur sexualité. Premières sensations, explorations, interrogations : toutes sont mues par volonté de faire valoir leur droit – et le droit des femmes en général – à une éducation sexuelle sans tabous. « Mon nom est clitoris » : une ode au plaisir féminin pour un film salubre.

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Le trait est indécis, la main hésite, recommence. Pas facile de dessiner un clitoris, même quand on en a un entre les cuisses depuis une vingtaine d'années. Les images en disent long sur ce qu'il demeure de méconnaissance de son propre corps. À la suite d'une longue conversation sur la masturbation et l'obligation de la pénétration dans les rapports hétérosexuels, favorisée par la relation d'amitié qui les lie depuis leurs études à l'INSAS, Daphné Leblond et Lisa Billuart Monet ont eu envie de partager avec des filles de leur âge leur questionnement sur la sexualité féminine et d'en faire un film, celui qu'elles auraient voulu voir quand elles étaient adolescentes. Un film qui remet en cause les passages « obligés », le patriarcat et l'hétéronormativité. Et qui soulève une question cruciale : mais pourquoi est-ce que tout – vocabulaire compris – tourne toujours autant autour du pénis ?

« Les jeunes filles qui s'expriment ont entre 20 et 25 ans, comme nous au

moment du tournage. Nous ne voulions pas qu'elles aient trop de recul sur leur sexualité. On cherchait des lapsus, des moments où l'on se trahit par la parole », explique Daphné. « À cet âge-là, on se questionne, on doute. On a vu des films dans lesquels des trentenaires parlent de leur sexualité et à cet âge, elles sont déjà plus dans la distance, le bilan. »

Gloire au clito !

Après le tournage sans équipe « afin de favoriser la liberté de parole, dans un esprit de sororité et d'empathie », c'est au moment du montage que le clitoris s'est imposé comme fil rouge, voire comme un petit personnage à part entière, qui apparaît et disparaît, en 2D, en 3D, jusqu'à une réelle appropriation par les protagonistes et son extériorisation en mode *street art*. Une dimension symbolique est très forte pour cette espèce de petit monstre tentaculaire.



« Mon nom est clitoris »

Documentaire de Daphné Leblond et Lisa Billuart Monet
BE • 2019 • 88'

www.facebook.com/monnomestclitoris

Dossier pédagogique conçu par la Fédération des centres pluralistes de planning familial de Bruxelles

www.fcppf.be

Comme le souligne Lisa, «l'effacement du clitoris est le symbole de la méconnaissance et de la censure de la sexualité des femmes cisgenres¹. Il était primordial qu'il apparaisse dans le titre.» «Le nommer», poursuit Daphné, «c'est le faire exister, dans l'esprit comme dans le corps, dans la pensée comme dans la sensation.» Longtemps ignoré, l'organe féminin dont la seule fonction est vouée au plaisir a mis des siècles à se montrer sous son vrai jour: on doit sa première anatomie exacte aux dissections de l'urologue australienne Helen O'Connell en 1998 (l'année où la France remporta la Coupe du monde, ce qui a davantage marqué l'opinion, en riant les réalisatrices) et sa première modélisation en 3D à l'artiste new-yorkaise Sophia Wallace en 2006, précédant de peu celle de la chercheuse française Odile Fillod qui l'a mise à disposition en accès libre.

Dans le vent

En sortant en 2019, en même temps que *Politique du clitoris* de Delphine Gardey, *Mon nom est clitoris* tombe à point nommé. «Car il est entré dans une ère publique», souligne l'historienne et sociologue. Aujourd'hui, il est représenté sur les réseaux sociaux, sur les trottoirs, sur les murs... et même dans les champs². Mais le phénomène est très récent: «Il y a dix ans, le film serait sans doute retombé comme un soufflet», estiment les réalisatrices. «Il y a quatre ans, quand on a commencé à tourner, c'était le néant absolu: les informations manquaient et celles qui existaient étaient très difficiles à trouver.»

Aujourd'hui encore, une adolescente sur quatre ne sait même pas qu'elle a un clitoris et 83 % des filles

1 Dont le genre correspond au sexe biologique.

2 En 2016, il a surgi sous la forme d'un crop (dessin visible du ciel) de 120 mètres de long dans un champ près de Montpellier.



Si bien caché qu'on l'aurait presque oublié: le clitoris a besoin de reconnaissance.

L'organe féminin dont la seule fonction est vouée au plaisir a mis des siècles à se montrer sous son vrai jour.

de 15 ans en ignorent la fonction érogène³. « Informer, et répondre à des questions concrètes, c'est une nécessité! », scandent les réalisatrices. C'est pour cette raison que le documentaire prend la forme d'un dialogue sur le ton de la confiance ponctué de séquences pédagogiques: il joue volontairement avec les genres, n'en déplaise aux puristes.

Une vocation éducative

« Les séquences imaginées tout au long du film hors des interviews [ont] pour but de répondre en partie à certaines des questions que l'on soulève. On essaie d'expliquer, de montrer l'emplacement du clitoris, de la zone G, par exemple. Comme nous avons nous-mêmes eu du mal à trouver ces informations [la plupart des manuels se limitant toujours à illustrer uniquement le gland du clitoris, voire rien du tout⁴, NDLR], nous nous sommes dit que ce serait utile de les partager! » détaille Lisa. « Ça nous semblait crucial. Dans le cinéma, on n'aime pas trop la pédagogie, on se pose sempiternellement la même question: l'art peut-il être pédagogique? On a fait un film militant, on voulait faire plus que pointer du doigt le problème », ajoute Daphné.

Mon nom est clitoris se met donc volontairement au service de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. « Au-delà de sa sortie en salles, on trouve super chouette que les écoles se l'approprient », avoue la réalisatrice. « De plus, la Fédération des centres pluralistes de planning familial de Bruxelles a conçu un dossier pédagogique s'appuyant sur des extraits du film. Des animateurs et animatrices vont donc les utiliser pour donner leurs cours d'ÉVRAS, c'est un réel aboutissement! Après les projections scolaires au Festival international du film francophone de Namur, notre film va servir d'outil, concrètement, dans les classes! » se réjouit Lisa. Le dossier va même être distribué dans une centaine de centres de planning en ce début d'année et sera disponible en ligne. Quant à la suite – car elle est déjà prévue –, elle prendra la forme d'un projet Web avec une dizaine de capsules sur les sujets non traités dans le film tels que la transsexualité ou l'asexualité. Avec la même approche intimiste et plusieurs témoignages afin d'éviter les étiquettes.

De quoi répondre aux défis d'un monde où les héritières de Mai 68 s'étonnent que cinquante ans après la révolution dite sexuelle, les jeunes filles en savent encore si peu sur leur propre corps. Autocensure? Difficulté de sortir du rapport de domination? Nouveaux diktats? Les raisons sont nombreuses. *Mon nom est clitoris* nous montre encore aujourd'hui à quel point « le privé est politique ». 🌱

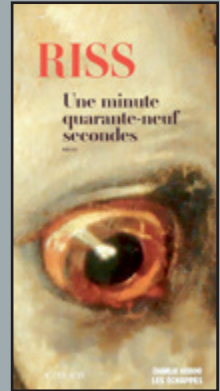
3 Chiffres issus du rapport relatif à l'éducation à la sexualité du Haut Conseil à l'égalité en juin 2016.

4 Marine Van Der Kluft, « Le clitoris est enfin correctement représenté dans un manuel scolaire », mis en ligne sur www.sciencetavenir.fr, le 19 mai 2017.

La minute la plus longue

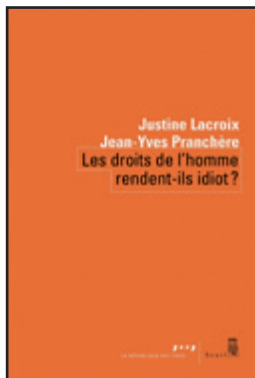
Si l'événement nous a, pour la plupart, plongés dans l'horreur de ce que peut quelquefois produire l'humanité, il est difficile d'imaginer le vécu des victimes des attentats de *Charlie*. Et de ses survivants. Il en est un qui ne s'était pas beaucoup exprimé sur ce qu'il a vu, vécu, ressenti lors de cet épouvantable massacre: c'est Riss. Il aura fallu quasi cinq ans pour qu'il couche sa stupeur sur papier, dans un élan de type maïeutique, qui dénoue les associations que sa pensée effectue entre son vécu personnel depuis l'enfance (la mort d'un grand-père), jusqu'à son métier de reporter (la mort d'autrui, parfois sur des terrains lointains), à celui de l'intrusion fracassante de la grande faucheuse dans un lieu dédié à la liberté: sa rédaction. Celle de *Charlie Hebdo*. Son récit résonne ainsi de plusieurs phrases qui en disent long sur le regard qu'il porte sur cette tragédie et les soubresauts qui en résultent: «L'existence est une succession de petites morts. Tous nos gestes sont ceux d'un futur mort.» «Le hasard est le meilleur

ami de l'homme, même si souvent, il le met dans la merde.» «Nous devons répondre à toutes les questions, posséder toutes les réponses, sur la liberté d'expression, le terrorisme, l'intolérance religieuse, l'actionnariat ou le sexe des anges. Cette période tragique pour le pays et le respect pour nos morts nous imposaient de répondre du mieux possible à ce maëlstrom journalistique.» «Un rescapé est comme un chêne touché par la foudre.



Bien-pensance pour imbéciles ?

Après avoir lu le livre de Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, j'ignore encore si les droits de l'homme rendent idiots mais suis sûr d'une chose: je me sens, à ma modeste échelle, moins idiot après l'avoir lu. Plus sérieusement, les droits humains constituent un des thèmes de prédilection des deux auteurs, cela se sent et se lit aisément. Dans ce court ouvrage, face à des attaques qui se multiplient sous des angles les plus divers (citoyenneté et démocratie, capitalisme, muflerie), leur volonté est de défendre ces droits, de les remettre en perspective et, finalement, d'en souligner toute l'actualité et le besoin. En considération de la montée en flèche des populismes et des idées reçues, les auteurs contrent avec talent ceux qui réduisent



les droits fondamentaux à «une variable d'ajustement secondaire par rapport aux valeurs considérées comme prioritaires: le libre-échange, la libre circulation des capitaux, l'austérité budgétaire et la fermeture des frontières de l'Europe aux migrants». Présentées comme une «coordonnée nécessaire du débat démocratique», ces droits «ne donnent pas d'indications précises sur les modes de vie souhaitables, mais ils énoncent les conditions qu'un régime politique doit respecter pour mériter le nom de démocratie», soulignent les auteurs. Bref, plutôt que de faire porter à la prétendue «idéologie des droits de l'homme le chapeau de tous les maux qui traversent nos sociétés», ils préfèrent «admettre que les droits de

À moitié vivant. À moitié mort.» Face à ce massacre idéologique qui le (nous) marquera à vie, Riss tente de sortir des postures ou réflexions que l'on pourrait attendre de lui, en tant que victime. Il arrive, au fil d'une plume fine et imagée, à nous rappeler qu'il y a un avant et un après-Charlie. Et que, si l'outrance, le blasphème, la liberté d'expression sont essentiels pour qu'une démocratie puisse se qualifier comme telle, le courage de celles et ceux qui les hissent haut a parfois des répercussions tragiques. Mais inacceptables. (se)



Riss, «Une minute quarante-neuf secondes», Arles, Acte Sud, 2019, 320 p. Prix: 21 euros

L'homme sont inévitablement ouverts à des lectures divergentes, et défendre dans l'espace public les interprétations qui semblent le plus à même de protéger l'égale dignité de tous». Ce qui, inéluctablement, demandera du temps et de l'engagement. Mais, ainsi que le signalent les auteurs, «à la dénonciation mécanique de l'extension des droits individuels, il est plus fécond de préférer le patient travail d'élucidation des concepts de liberté et d'égalité inscrits au cœur des droits de l'homme». Au travail! (bvdn)



Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, «Les droits de l'homme rendent-ils idiots?», Paris, Éditions du Seuil, 2019, 112 pages. Prix: 11,80 euros.

Du foyer à l'école

Qui oserait aujourd'hui le nier: l'accès au savoir constitue un droit humain fondamental. Pour conduire à une réelle égalité, celui-ci se doit d'être identique pour tous. Pourtant, dans de nombreuses régions du monde, les filles continuent à se voir refuser la possibilité même d'un enseignement. En Belgique, si ce n'est heureusement plus le cas, force est de constater qu'il s'agit d'une avancée récente. Trop longtemps, en effet, «l'idéal de la femme» y fut également au foyer. C'est ce que vient nous rappeler très opportunément l'ouvrage *Comment l'instruction laïque vint aux filles... Focus liégeois*, corédigé par Françoise Bovy-Liéniaux, Marcella Colle-Michel et Myriam Kenens, initiatrice et coordinatrice de l'ouvrage. Bien que centré sur la région liégeoise, l'ouvrage dresse un panorama de l'histoire de l'enseignement dans nos régions pour mieux contextualiser son propos. Il constitue également une contribution à une meilleure connaissance de l'histoire de l'émancipation des femmes en Belgique. Les auteures y pointent la très lente évolution des mentalités, même au sein des milieux laïques, en matière d'éducation des filles. Elles nous donnent à comprendre comment la ségrégation entre les filles et les garçons a été instaurée et perpétuée dans l'enseignement. Les programmes des cours demeurèrent en effet très différenciés jusqu'à la première moitié du XX^e siècle et nombreuses d'entre elles furent cantonnées aux écoles-manufactures avec pour programme: tâches ménagères, économie domestique... L'ouvrage se veut en outre un hommage aux oubliées de l'histoire ainsi qu'aux pionnières de l'éducation des filles parmi lesquelles Zoé de Gamond, Isabelle Gatti de Gamond, Marie-Louise de Beauvoir... Et, bien sûr, Léonie de Waha (1836-1926), qui a fondé l'Institut supérieur des Demoiselles à Liège en 1868, premier établissement belge à offrir aux filles un cursus complet du primaire au secondaire. (ac)



Françoise Bovy-Liéniaux, Marcella Colle-Michel et Myriam Kenens, «Comment l'instruction laïque vint aux filles... Focus liégeois», CAL de la Province de Liège, 2019, 212 pages. Prix: 20 euros

Éloge de la grève

Par Laurent de Sutter
Philosophe



Le 5 décembre dernier, la France se mettait en grève. Il s'agissait d'une grève dure, violente, destinée à exprimer le sentiment d'impossible qui sature désormais la vie de tous. Davantage qu'une simple manifestation de désaccord vis-à-vis d'une décision politique dont les destinataires refuseraient de porter les conséquences, cette grève voulait signifier un «non» absolu. Mais elle n'était pas seule dans ce cas. Aujourd'hui, partout autour du monde, la population n'en peut plus. Elle n'en peut plus du mépris, des inconséquences, du bavardage, des raisons plus ou moins branlantes avancées par ceux qui prétendent la gouverner sans même plus faire semblant de la respecter. Elle n'en peut plus d'être comptée comme quantité négligeable, tout juste digne d'être conduite au bureau ou au tombeau, à l'instar d'un troupeau de vaches destiné à l'abattoir. La grève, plutôt qu'un instrument de lutte sociale, a donc changé de statut : elle est devenue une manière de rendre visibles ceux dont tout est fait pour qu'ils demeurent relégués dans l'invisible de leur maison, de leur arrière-boutique ou de l'usine ou de l'hôpital où ils crèvent d'un travail absurde. Elle dit : puisque vous foutez

nos vies en l'air, nous allons à notre tour foutre en l'air le système qui les rend si invivables – car vous avez plus à y perdre que nous. Que, de la même manière que les manifestations, les grèves fassent désormais l'objet de répressions de plus en plus brutales de la part des forces de l'ordre en est une conséquence logique. Ceux qui, aujourd'hui, profitent du labeur de tous sans se soucier de ne leur rendre ne fût-ce que l'apparence de la politesse sont, en réalité, les derniers bénéficiaires d'un mode de fonctionnement social en perdition. Que la grève devienne un pur instrument de force, de même que les manifestations sont devenues de purs moments de défi, voilà qui a été provoqué par ceux-là qui ont cru qu'ils pouvaient les traiter comme de simples manifestations de folklore. En fait, le folklore est tout ce qui reste à ceux à qui on a enlevé l'essentiel – car, ce folklore, il n'est personne qui puisse le faire disparaître, au contraire des droits au chômage, à l'assurance maladie, à la retraite, à un salaire décent. Le folklore n'est pas matériel ; il est de l'ordre de ce qui donne un sens. Ceux qui gouvernent ont oublié le sens du sens ? Il faut croire que le temps de la facture de cet oubli soit désormais venu. ✦



Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

**Funérailles civiles
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél: 02 538 15 60
GSM: 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

Contact: Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE
POUR LA
CREMATION**

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crémationniste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Concours, émissions, théâtre... les bonnes énergies

AUX ENCRESCITOYENS !
concours d'expressions citoyennes #7

INSCRIPTIONS
JUSQU'AU 12 FÉVRIER

« Les frontières ne sont que des lignes »

L'OR DU COMMUN - Homosapiens in Sapiens. 2018

INFOS ET RÈGLEMENT : WWW.AUXENCRES-CITOYENS.BE

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Brueker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations

Charlie Hebdo

Graphisme

YEBOgraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement
de vos données soient conformes au règlement général sur la protec-
tion des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril
2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee





Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ JANVIER 2020

À LA TÉLÉVISION

Ahmed, le philosophe qui inspire les jeunes (10')

Présentation : Vinciane Colson

Quand ils ont décidé de monter *Ahmed Philosophe* d'Alain Badiou, ces quinze jeunes bruxellois, accompagnés du comédien Ben Hamidou, n'imaginaient pas que ce personnage allait les inspirer au quotidien et les emmener à la découverte de leurs racines.

Date	Heure	Chaîne
07/01	En fin de soirée	La Une
13/01	23H45	La Trois

Sommes-nous toujours Charlie ? (28')

Présentation : Catherine Haxhe

Cinq ans après les attentats commis à *Charlie Hebdo*, notre monde est-il toujours le même ? S'est-on installé dans une forme d'auto-censure, au détriment de la liberté d'expression, de l'insouciance et de la liberté d'offenser ?

Date	Heure	Chaîne
12/01	09H20	La Une
15/01	23H45	La Trois
18/01	10H30	La Une

Cannabis Social Club, un modèle crédible (10')

Présentation : Catherine Haxhe

Rencontre avec les membres de Trekt Uw Plant, le premier Cannabis Social Club de Belgique créé en 2006 à Anvers. Alors que la justice vient de condamner ses membres à de lourdes peines, ils continuent à défendre une autre politique concernant les drogues.

Date	Heure	Chaîne
21/01	En fin de soirée	La Une
27/01	23H45	La Trois

Entretien avec Pierre Ansay (28')

Présentation : Jean Cornil

Au travers de Spinoza, le philosophe belge Pierre Ansay analyse ce qui fait nos amours et nos haines. Une œuvre qui nous permet aussi de mieux gouverner notre vie et devrait nous libérer de nos illusions.

Date	Heure	Chaîne
26/01	09H20	La Une
29/01	23H45	La Trois
01/02	10H30	La Une

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

Dix ans après, que reste-t-il de la révolution tunisienne ?

Samedi 11 janvier

Les jeunes juifs de Bruxelles, une identité plus culturelle que religieuse

Samedi 18 janvier

Les Cannabis Social Clubs dans les filets de la justice

Samedi 25 janvier

THEATRE DE P O C H E DIEULE

PERE

DE ET AVEC
RODA FAWAZ.

MISE EN SCÈNE PIETRO PIZZUTI.

LUMIÈRES XAVIER LAUWERS. SON MARC DOUTREPONT. COSTUME
CARINE DUARTE. DISPOSITIF SCÉNIQUE OLIVIER WIAME. REGARD
AMICAL ERIC DE STAERCKE. ACTING ET MOUVEMENT YORGOS
KARAMALEGOS (PHYSICAL LAB). TROISIÈME ŒIL THIERRY JUNOD

UNE PRODUCTION DU THÉÂTRE DE POCHE

AU POCHE DU 7 AU 25 JANVIER 2020.
A LA VÉNERIE/ESPACE DELVAUX DU 28 JANVIER AU
2 FÉVRIER 2020. RESERVATION@POCHE.BE OU 02/649.17.27.
POCHE.BE BOIS DE LA CAMBRE, 1A, CHEMIN DU GYMNASE, 1000 BRUXELLES

Création : Michel Wiame. Scénario : Roda Fawaz. Théâtre de Poches. La Classe du Théâtre. 1000 Bruxelles. Espace du Théâtre. 1000 Bruxelles. Théâtre de Poches. 1000 Bruxelles.

